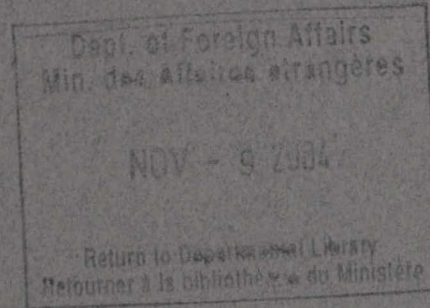


DOCS
CA1
EA980
A56
FRE
1996
Copy 1



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Department of Foreign Affairs
and International Trade



Rapport annuel 1996 :
Résultats obtenus par le Canada
dans la passation de marchés avec la
Banque mondiale

Canada



Table des matières

Résumé 1

Méthodologie de rapport 3

Données essentielles sur les activités de la Banque mondiale 4

Données sur les réalisations de la Banque mondiale 6

Données sur l'adjudication des contrats par la Banque mondiale 13

Rapport annuel 1996:

État des activités de l'ILDI 21

Résultats obtenus par le Canada dans la passation de marchés avec la Banque mondiale

Annexes sur la Banque mondiale

Appendice 1: Liste des pays membres 35

Appendice 2: Détachements étrangers - destination du Canada par
pays d'origine et par secteur (exercice 1996) 36

Appendice 3: Contrat Joint Venture - président de la Banque
ou du groupe de la Banque (exercice 1996) 42

Appendice 4: Agence de Liaison - Bureau de liaison avec les
institutions financières internationales 53

**Bureau de liaison avec les
institutions financières internationales**

**Ambassade du Canada
Washington**

REPORT ANNEX 1002

Results of the first part of the
data in connection with the
in the first part of the

Results of the second part of the
data in connection with the
in the second part of the

Table des matières

Résumé	1
Méthodologie du rapport	3
Données essentielles sur les achats de la Banque mondiale	4
Données sur les décaissements de la Banque mondiale	6
Données sur l'adjudication des contrats par la Banque mondiale	13
Les Canadiens et la Banque mondiale	17
Données non comptabilisées	19
Résumé des activités du BLIFI	21
Annexes générales	
Appendice 1: Liste des principaux sigles	25
Appendice 2: Définition des principaux termes	27
Appendice 3: Liste des pays membres de l'OCDE et du G-7	30
Appendice 4: Vue d'ensemble des fonds fiduciaires d'expertise-conseil canadien à la Banque mondiale et à la BID	31
Annexes sur la Banque mondiale	
Appendice 5: Liste des pays membres	35
Appendice 6: Décaissements étrangers à destination du Canada par pays emprunteur et par catégorie (Exercice 1996)	36
Appendice 7: Contrats faisant l'objet d'un examen préalable de la Banque qui ont été adjugés au Canada (Exercice 1996)	42
Appendice 8: Appels d'offres portant sur du matériel ou sur des fournitures et des travaux pour lesquels des entreprises canadiennes ont obtenu le marché ou présenté une offre (Exercice 1996)	53

Ce document est disponible sur le Web au:

www.cdnemb-washdc.org

This publication is also available in English.

Table des matières

1	Résumé
3	Méthodologie du rapport
4	Thèmes essentiels sur les activités de la Banque mondiale
6	Données sur les débaissements de la Banque mondiale
13	Données sur l'adjudication des contrats par la Banque mondiale
17	Les Canadiens et la Banque mondiale
19	Données non complètes
21	Résumé des activités du BILFI
	Annexes générales
22	Annexe 1: Liste des principaux sites
27	Annexe 2: Répartition des principaux secteurs
30	Annexe 3: Liste des pays membres de l'OCDE et du G-7
31	Annexe 4: Vue d'ensemble des fonds financiers d'exportation-contrôle concernant la Banque mondiale et le BILFI
	Annexes sur la Banque mondiale
35	Annexe 5: Liste des pays membres
36	Annexe 6: Décaissements étrangers à destination du Canada par pays exportateur et par catégorie (exercice 1995)
42	Annexe 7: Canada: bilan T de l'exercice précédent de la Banque sur son rôle en matière de Canada (exercice 1995)
43	Annexe 8: Répartition des décaissements par secteur et des devises pour les décaissements effectués en Canada (exercice 1995)

Ce document est disponible sur le Web au

www.international.gc.ca

This publication is also available in English.

Résumé

Les résultats des entreprises canadiennes en matière de marchés pour l'exercice 1996 sont très similaires à ceux de l'exercice 1995. La part canadienne des marchés étrangers auprès de la Banque mondiale s'est établie à 2,38 %, ce qui place le Canada au onzième rang parmi les pays membres. Se chiffrant à 225 millions \$US, la valeur des décaissements à l'intention des entreprises canadiennes a augmenté de 32 % par rapport à l'exercice 1995.

Étant donné la concurrence accrue des pays non membres de l'OCDE et étant donné que le Canada compte plus généralement sur les États-Unis pour ses exportations, le « marché » de la Banque mondiale représente un défi particulièrement difficile pour les entreprises canadiennes. Malgré cette concurrence, le Canada continue d'exceller dans la fourniture de services de consultation et nos résultats d'ensemble doivent beaucoup à notre succès dans ce domaine. Les consultants canadiens sont généralement bien reçus et respectés à la Banque mondiale, et le Canada s'est classé au quatrième rang en termes de décaissements dans la catégorie des services de consultation pour l'exercice 1996.

Cependant, la catégorie des services de consultation ne représente que 10 % des décaissements de la Banque mondiale, le reste étant constitué des catégories suivantes : équipement (76 %); travaux publics (8 %); et tous les autres biens (6 %). Les données relatives à l'adjudication des marchés, qui, par opposition aux données relatives aux décaissements, fournissent un aperçu des travaux de la Banque à effectuer au cours des années à venir, révèlent que les résultats généraux du Canada en matière de marchés continueront d'être fortement tributaires des succès de ses entreprises de consultation dans l'avenir immédiat. Pendant l'exercice 1996, les marchés adjugés à des entreprises canadiennes de la catégorie des services de consultation ont représenté 49 % de l'ensemble des marchés adjugés au Canada.

C'est donc la faiblesse du Canada dans la catégorie lucrative des biens et de l'équipement qui est largement responsable de ses résultats inférieurs à son potentiel. Alors que la valeur des décaissements à l'intention des fabricants et des fournisseurs canadiens s'établissait à 159 millions \$US pour l'exercice 1996, soit une hausse réelle de 53 millions \$US par rapport à l'exercice 1995, la valeur des marchés adjugés au Canada dans la catégorie de l'équipement a diminué sensiblement. Se chiffrant à 43,9 millions \$US, la valeur des marchés adjugés représente une baisse de 26 % par rapport à l'exercice 1995. Comme dans les années précédentes, la clé pour améliorer les résultats du Canada en matière de marchés de la Banque mondiale consiste à accroître la participation des fabricants canadiens sur le marché des IFI.

En 1996, la BLIFI a mis au point un certain nombre d'initiatives pour faciliter une participation accrue des fabricants et sensibiliser davantage le secteur privé de façon plus générale. Le personnel du BLIFI a participé à un certain nombre d'événements à Washington et partout au Canada, en faisant des

exposés devant des associations de gens d'affaires, lors de conférences et auprès de certaines entreprises sur les IFI et les clés du succès sur le marché des IFI.

Le lancement de *IFInet* en décembre a marqué l'aboutissement de deux années de travail du personnel du BLIFI. Situé sur Internet et s'adressant exclusivement aux entreprises canadiennes, *IFInet* leur fournit de l'information à jour sur les projets, les agents de liaison et les marchés des IFI dans une présentation claire et standardisée. Dans les mois à venir, le BLIFI espère ajouter à l'*IFInet* les Avis de projets généraux et particuliers de marché de la Banque mondiale, ce qui en améliorera l'utilité pour les fournisseurs canadiens de biens et d'équipement et les encouragera à participer aux projets de la Banque mondiale.

Enfin, le BLIFI a entrepris récemment de distribuer chaque mois par la poste un bulletin sur les perspectives de marché des IFI. Ce bulletin, renfermant l'État mensuel des projets de la Banque mondiale et d'autres renseignements sur les nouveaux projets envisagés par cet organisme, est présentement adressé aux sociétés d'experts-conseils ayant déjà exercé leurs activités à l'étranger et auprès des IFI. Une fois que le BLIFI aura obtenu l'autorisation de diffuser les Avis de projets de marché de la Banque, ces bulletins seront envoyés également aux fabricants canadiens possédant une expérience internationale.

Méthodologie du rapport

Le but du présent rapport annuel est triple :

- 1) Analyser les résultats obtenus par le Canada dans les achats de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement au cours de l'exercice 1996;
- 2) Comparer ces données aux données antérieures;
- 3) Comparer la performance du Canada à celle de ses principaux concurrents.

Globalement, le présent rapport annuel tente de cerner les facteurs qui ont contribué à déterminer le niveau actuel des achats faits au Canada et propose des stratégies possibles pour relever ce niveau. Aucune donnée simple ne traduit de façon précise le degré de réussite du Canada en matière de passation de marchés avec ces IFI. Il existe néanmoins plusieurs indicateurs qui illustrent ces résultats et permettent de faire des comparaisons avec d'autres pays. Les mesures utilisées dans ce rapport sont tirées des données suivantes :

- 1) les données sur les décaissements;
- 2) les données sur les marchés et contrats adjugés au Canada et sur les marchés et contrats perdus.

Il serait souhaitable de recourir à une troisième mesure qui consisterait à comparer le résultat obtenu par le Canada dans les projets financés par les IFI à la part totale du Canada sur le marché (des importations) des pays membres des IFI qui font des emprunts à ces institutions. L'obstacle qui se pose à cette analyse est la difficulté de trouver des données exactes, que ce soit sur les biens ou sur les services. Toutefois, en ce qui a trait à la Banque mondiale, une étude réalisée pour le compte de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) semble indiquer que les résultats obtenus par le Canada dans les activités financées par la Banque sont légèrement supérieurs à la part canadienne sur le marché des importations des pays membres emprunteurs.

La proportion des exportations totales de marchandises qui est destinée aux pays en voie de développement est, pour le Canada, de beaucoup inférieure à la proportion correspondante observée chez les autres pays membres du G-7. Le Canada est moins présent que ses concurrents du G-7 sur les marchés des pays en voie de développement, et ceci est particulièrement vrai pour les entreprises offrant des équipements et des fournitures.

Données essentielles sur les achats de la Banque mondiale

Décaissements en faveur du Canada pour l'année financière 1996

- 1) La valeur des achats faits au Canada qui découlent des prêts consentis par la Banque mondiale a atteint 225 millions de dollars US au cours de l'exercice 1996. Ce chiffre représente 2,38 % des achats totaux à l'étranger. La part cumulative du Canada dans ces achats depuis qu'il a adhéré à la Banque est d'environ 2 %.
- 2) En valeur absolue des achats, le Canada s'est classé au onzième rang dans l'ensemble et au quatrième rang pour les services-conseils, derrière les États-Unis, le Royaume-Uni et la France.
- 3) En valeur des achats par habitant, le Canada s'est classé seizième dans l'ensemble parmi les pays membres donateurs, avec 7,73 \$ US par habitant, et septième pour les services-conseils, avec 1,96 \$ US par habitant.
- 4) Le ratio des décaissements cumulatifs en faveur du Canada aux contributions du gouvernement canadien à la Banque mondiale depuis son adhésion (tel que mesuré par le nombre total des subscriptions et contributions consacré à l'Association internationale du développement) est 0,81 dollars US. Entre 1986 et 1996 le profit du Canada était de 0,93 dollars US.
- 5) Les décaissements destinés au Canada pour l'exercice 1996 se répartissaient dans les grandes catégories suivantes : équipements (159 millions de dollars US); services-conseils (57 millions de dollars US); travaux de génie civil (8 millions de dollars US); autres fournitures (1 millions de dollars US).

Contrats adjugés au Canada pour l'exercice 1996

- 1) Les données sur l'adjudication des contrats, quoique moins fiables que les statistiques sur les décaissements, indiquent que 131 contrats d'une valeur de 99,8 millions de dollars US ont été adjugés à 90 fournisseurs canadiens au cours de l'exercice 1996, ce qui, en dollars, constitue une baisse de 10 % relatif à l'exercice 1995.
- 2) La plus grande partie des contrats et marchés adjugés se situaient dans la catégorie des services-conseils (87), suivie des fournitures et de l'équipement (42), puis des travaux de génie civil (2).

- 3) En ce qui regarde la valeur des contrats et marchés adjugés au cours de l'exercice 1996, le Canada s'est classé treizième parmi les 25 pays de l'OCDE.
- 4) Toujours au cours de l'exercice 1996, le Canada s'est situé parmi les quatre soumissionnaires ayant fait les meilleures offres pour 82 marchés (ceux faisant l'objet d'un examen préliminaire de la Banque mondiale) portant sur les fournitures, les équipements et les travaux de génie civil. Il a obtenu 46 de ces marchés, ce qui représentait 56 % de leur valeur.

Les Canadiens et la Banque mondiale

- 1) Les cadres canadiens étaient au nombre de 258 au sein du Groupe de la Banque mondiale et constituaient 3,3 % de l'ensemble du personnel .
- 2) Les Canadiens constituaient 3,9 % des consultants embauchés à contrat pour une longue période par la Banque mondiale, avec un lien employé-employeur.

Cofinancement, Programme de garantie, SFI, AMGI

- 1) Durant l'exercice 1996, la participation canadienne au cofinancement de sept projets de la Banque mondiale a atteint 27,8 millions de dollars US.
- 2) Durant l'exercice 1996, le coût total des projets de la Société financière internationale (SFI) avec les sponsors des sociétés canadiennes a atteint 822 millions de dollars US.
- 3) Durant l'exercice 1996, deux banque commerciales canadiennes ont de nouveau adhéré au programme de formation de consortiums de prêts de la SFI. Leur participation s'est élevée à 62 millions de dollars US.
- 4) Durant l'exercice 1996, deux sociétés canadiennes ont bénéficié des garanties évaluées à plus de 50 millions de dollars US émises par l'Agence multilatérale de la garantie des investissements (AMGI).

Fonds fiduciaires d'expertise-conseil canadiens

- 1) 3,8 millions \$US ont été versés à des consultants ou à des firmes du Canada pour des affectations à la Banque financées par les fonds fiduciaires d'expertise-conseil canadiens.

Données sur les décaissements de la Banque mondiale

Définition du décaissement

Les décaissements sont des paiements faits à des fournisseurs de biens ou de services par un pays emprunteur ou par la Banque mondiale au nom d'un pays emprunteur, selon les modalités prescrites dans un accord de prêt. Les données sur les décaissements sont différentes de celles portant sur l'adjudication de marchés, ces dernières montrant les résultats obtenus récemment par le Canada sans toutefois qu'aucun décaissement n'ait encore été fait aux fournisseurs canadiens. On doit faire remarquer que les données sur les décaissements ne comprennent pas ceux faits aux fournisseurs canadiens à partir de sources canadiennes dans le cadre de projets cofinancés par ces sources et la Banque mondiale.

Décaissements vers l'étranger et décaissements locaux

La plupart des marchés passés par la Banque mondiale le sont à partir d'un appel d'offres international. Tant les fournisseurs locaux que les fournisseurs étrangers peuvent présenter des soumissions pour ces marchés. La Banque peut, sous certaines conditions, accorder des préférences aux fabricants du pays ou de la région en cause et, s'il y a lieu, la chose est indiquée, aux entrepreneurs du pays pour l'exécution de travaux.

Une perception répandue veut que les pays emprunteurs obtiennent une part toujours croissante des contrats de la Banque mondiale et qu'il y ait un transfert des sources étrangères d'approvisionnement vers des sources locales, ce qui réduirait les chances de pays comme le Canada de profiter des activités économiques générées par le financement de la Banque. Bien qu'une telle situation puisse être souhaitable dans une perspective de développement, une analyse des décaissements locaux et vers l'étranger de la Banque mondiale, par source d'approvisionnement, révèle que la structure des décaissements n'a pas changé de manière significative. De façon cumulative jusqu'à la fin de l'exercice 1996, les achats à l'étranger représentaient 57 % des décaissements totaux alors que les achats locaux n'en représentaient que 42 %.

Les décaissements vers l'étranger incluent les paiements faits aux fournisseurs d'autres pays emprunteurs membres de la Banque et non pas uniquement ceux faits à des fournisseurs des pays membres donateurs. Les données indiquent qu'en pourcentage des décaissements totaux vers l'étranger, la part collective des pays non membres de l'OCDE s'accroît au détriment de celle des pays qui en sont membres. Au cours de l'exercice 1996, la part de ces derniers a été de 71 % tandis que celle des pays qui ne sont pas membres de l'OCDE a été de 29 %. Une comparaison des tendances récentes avec le ratio cumulé depuis que la Banque a commencé ses activités montre nettement qu'une part

croissante des achats à l'étranger est faite dans des pays qui ne font pas partie de l'OCDE.

En résumé, les proportions respectives d'achats locaux et d'achats à l'étranger demeurent stables, mais les pays membres emprunteurs obtiennent une part croissante des achats non locaux ou effectués à l'étranger. Cette tendance fait en sorte qu'il est plus important que jamais que les fournisseurs canadiens établissent des partenariats dans les pays membres emprunteurs, non seulement pour faire des affaires localement mais également pour en faire sur un plan régional.

Décassements locaux et vers l'étranger de la BIRD et de l'AID, par source d'approvisionnement

Période	BIRD et AID						Montant total
	Vers l'étranger		Locaux		Décassements anticipés nets		
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
Cumulatif au 30 juin 1991	103 433	58	70 923	40	4 592	3	178 948
Exercice 1992	9 038	55	6 807	42	537	3	16 381
Exercice 1993	9 813	56	7 887	45	-325	-2	17 375
Exercice 1994	9 010	56	7 442	47	-473	-3	15 979
Exercice 1995	9 094	51	8 724	49	-97	<0,05	17 720
Exercice 1996	10 013	52	8 787	46	456	2	19 256
Cumulatif au 30 juin 1996	150 401	57	110 570	42	4 690	2	265 660

Décassements à l'étranger de la BIRD et de l'AID, par source d'approvisionnement

Période	BIRD				AID			
	Membres de l'OCDE		Non-membres de l'OCDE		Membres de l'OCDE		Non-membres de l'OCDE	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Cumulatif au 30 juin 1991	66 071	86	11 104	14	20 783	79	5 475	21
Exercice 1992	5 116	76	1 585	24	1 541	66	796	34
Exercice 1993	5 104	73	1 873	27	1 786	63	1 050	37
Exercice 1994	3 995	73	1 462	27	2 209	62	1 344	38
Exercice 1995	4 584	78	1 312	22	1 987	62	1 210	38
Exercice 1996	4 982	73	1 824	27	1 712	65	940	35
Cumulatif au 30 juin 1996	89 852	82	19 160	18	30 018	74	10 815	26

Source : Banque mondiale, Rapport annuel 1996

(Montants en millions de dollars US)

Décaissements vers l'étranger

Au cours de l'exercice 1996, des versements de 10 013 millions de dollars US (52 % des décaissements totaux) découlant du financement de la Banque mondiale ont été faits à des fournisseurs autres que locaux pour l'achat de biens et d'équipements, de travaux de génie civil, de services-conseils et d'autres fournitures. (La catégorie « autres fournitures » comprend les fournitures médicales, les matières premières, les produits chimiques, les produits de base et les intrants agricoles.)

Décaissements à destination du Canada relativement au reste du monde

Pour l'exercice 1996, les décaissements destinés aux fournisseurs canadiens ont atteint 225 millions de dollars, soit 2,38 % du total des décaissements vers l'étranger. En terme nominal et en part du total des décaissements vers l'étranger, ceci est une amélioration par rapport à l'exercice 1995 (171 millions de dollars US soit 1,88 %). La part cumulative du Canada dans les décaissements vers l'étranger depuis que celui-ci a adhéré à la Banque mondiale est d'environ 2 %. Même si les pays membres emprunteurs obtiennent une part croissante des décaissements vers l'étranger, le Canada a fait en sorte d'en conserver la même portion.

Décaissements de la BIRD et de l'AID aux principaux pays fournisseurs, par catégorie - Exercice 1996

	Équipements	Travaux de génie civil	Consultants	Autres fournitures	% du total
États-Unis	1 249	8	195	28	15,65
Allemagne	679	79	39	64	9,11
France	528	84	90	23	7,67
Royaume-Uni	508	33	162	21	7,66
Italie	306	221	17	35	6,11
Japon	412	18	8	23	4,87
Russie	380	0	<0,5	<0,5	4,02
Pays-Bas	159	33	45	7	2,58
Chine	154	81	3	4	2,56
Suisse	171	4	23	37	2,48
Canada	159	8	57	1	2,38
Espagne	160	22	4	3	2,00
Corée, République de	108	46	<0,5	1	1,65

Source : Banque mondiale, Rapport annuel 1996

(Montants en millions de dollars US)

Classement international du Canada pour les décaissements par habitant

Si l'on mesure la valeur des décaissements par habitant, le Canada s'est classé seizième rang parmi les pays membres donateurs, avec 7,73 \$ US par habitant. C'est la Suisse qui s'est classée au premier rang avec 32,97 \$ US, suivie de l'Autriche (17,31 \$ US), du Koweït (16,96 \$ US), les Pays-Bas (15,58 \$ US), de la Finlande (15,35 \$ US) et des Émirats arabes unis (15,09 \$ US). Les États-Unis se sont classés dix-neuvième avec des décaissement de 5,68 \$ US par habitant. Parmi les pays du G-7, le Canada s'est classé cinquième, devant le Japon et les États-Unis.

Achats de la BIRD et de l'AID par habitant pour les principaux pays donateurs - Exercice 1996

	Total des décaissements (millions \$ US)	Population (millions)	Décaissements par habitant
Suisse	235	7,127	32,97
Autriche	137	7,915	17,31
Koweït	28	1,651	16,96
Pays-Bas	244	15,391	15,85
Finlande	78	5,083	15,35
Émirats arabes unis	28	1,855	15,09
Danemark	72	5,173	13,92
La Norvège	58	4,318	13,43
France	725	57,726	12,56
Royaume-Uni	724	58,088	12,46
Canada	225	29,121	7,73

Source des données sur les décaissements: Banque mondiale, Rapport annuel 1996

Classement international du Canada pour la valeur totale des décaissements

Des décaissements d'une valeur totale de 225 millions de dollars US ont placé le Canada à la onzième position globale, derrière les autres pays du G-7 mais aussi derrière la Russie, les Pays-Bas, la Chine et la Suisse. Le Canada s'était classé quinzième pour l'exercice 1995 avec des décaissements de 171 millions de dollars US, douzième pour l'exercice 1994 avec des décaissements de 173 millions de dollars US, et treizième en 1993 avec des décaissements de 192 millions de dollars US.

Si l'on répartit les achats par catégories, en valeur absolue des décaissements, le Canada s'est classé onzième pour les équipements (159 millions de

dollars US), dix-huitième pour les travaux de génie civil (8 millions de dollars US) et vingt-deuxième des neuf autres pays dans la catégorie « autres fournitures » (1 million de dollars US).

Le Canada a conservé sa quatrième position pour les services-conseils (57 millions de dollars US), derrière les États-Unis, la Royaume-Uni et la France. Ce chiffre représente 25 % de la valeur des marchés passés avec le Canada (une baisse de 5 % par rapport à l'exercice 1995) et 6,28 % de la valeur totale des contrats de services-conseils attribués par des pays ayant emprunté à la Banque mondiale.

Classement international du Canada pour la valeur des décaissements reçus en regard de ses contributions

Les contributions à la BIRD se font de façon très irrégulière. Elles sont établies lors des opérations d'augmentation du capital qui n'interviennent pas à intervalles réguliers. À titre d'exemple, les contributions canadiennes à la dernière augmentation du capital se sont étalées sur la période allant de l'exercice 1989 à l'exercice 1993. Aucun nouveau paiement ne sera fait à la BIRD jusqu'à ce qu'une nouvelle augmentation du capital soit négociée. Les paiements de souscription au capital de la BIRD sont inscrites dans les comptes publics du Canada à titre d'éléments d'actif et sont donc non budgétaires.

De plus, les contributions à la reconstitution des fonds de l'AID se font de façon plus régulière puisqu'elles sont généralement négociées tous les trois ans, les versements s'étalant sur huit à dix ans. À l'inverse, les contributions à l'AID sont budgétisées en totalité par le gouvernement du Canada.

Pour cela, les contributions à l'AID sont plus représentatives et une mesure constante de la contribution financière du Canada au Groupe de la Banque mondiale. L'utilisation de ces contributions à l'AID comme évaluation permet également une meilleure comparaison avec d'autres pays donateurs.

Aux fins de ce rapport, le *taux de rendement sur les contributions* du Canada à la Banque mondiale est calculé en prenant le ratio des *achats totaux* au Canada pendant une période spécifique sur le *total des souscriptions et des contributions* du Canada à l'IDA pendant la même période.

$$\begin{array}{l} \text{Taux de rendement des} \\ \text{contributions budgétaires} \end{array} = \frac{\text{Achats totaux à même les} \\ \text{prêts de la BIRD et de l'IDA}}{\text{Total des souscriptions et contri-} \\ \text{butions à l'IDA}}$$

En utilisant cette mesure, les firmes canadiennes ont collectivement reçu 0,81 \$US pour chaque dollar que le Canada a versé à la Banque mondiale depuis son adhésion.

Rendement des contributions pour les pays du G-7

	Contribution cumulative depuis l'adhésion*	Décaissements pour achats	Rendement des contributions
Italie	3 767,0	8 214	2,18
Royaume-Uni	6 529,7	13 588	2,08
France	6 466,3	11 986	1,85
Allemagne	10 466,2	15 768	1,51
États-Unis	21 831,5	25 411	1,16
Japon	20 218,6	18 439	0,91
Canada	3 987,0	3 234	0,81

Source : Banque mondiale, Rapport annuel 1996

(Montants en millions de dollars US)

* Il est à noter que ce chiffre correspond au total des engagements destinées à la Banque mondiale et que ces sommes ne sont pas nécessairement toutes versées à ce moment-ci.

En examinant le tableau ci-dessus, on doit retenir que la contribution cumulative par habitant du Canada à la Banque mondiale est la deuxième en importance parmi celles des pays du G-7, derrière celle du Japon. Par exemple, le Canada a contribué 136,91 \$US par habitant, alors que la contribution de l'Espagne n'a été que de 65,91 \$. On notera aussi avec intérêt, que si les contributions par habitant de la France à la Banque avaient été à la hauteur de celles du Canada, son ratio des décaissements pour achats aux contributions chuterait à 1,52 (18 %).

Le taux de rendement du Canada pour les dix dernières années est sensiblement plus élevé que son taux de rendement cumulé. Entre 1986 et 1996, le rendement du Canada sur ses contributions a été de 0,93 \$US. Avant 1986, il n'était que de 0,67 \$US. Le taux de rendement des contributions d'autres pays du G-7 entre 1986 et 1996 s'est établi ainsi : Italie, 2,23 \$US; Royaume-Uni, 2,65 \$US; France, 1,68 \$US; Allemagne, 1,44 \$US; États-Unis, 1,32 \$US; Japon, 0,69 \$US.

Décaissements en faveur du Canada par catégorie d'achats

Pour l'exercice 1996, c'est à la catégorie des équipements que revient la part la plus importante (71 %) des décaissements destinés au Canada. Viennent ensuite des services-conseils (25 %), les travaux de génie civil (4 %) et les autres fournitures (<1 %). Les décaissements totaux vers l'étranger de la Banque mondiale pour ces catégories ont été respectivement de 76 %, 10 %, 8 % et 6 %. Comme pour l'exercice 1995, ces proportions montrent que si le Canada désire faire mieux quant à la valeur globale des achats faits ici, il doit

augmenter sa part des marchés dans la catégorie des équipements. Comme l'indiquent les données du tableau ci-dessous, la part du Canada dans les achats totaux à l'étranger, pour les quatre catégories, est demeurée très constante au cours des cinq dernières années.

Décaissements de la BIRD et de l'AID destinés au Canada, par catégorie d'achats

	Exercice 1992		Exercice 1993		Exercice 1994		Exercice 1995		Exercice 1996		Moyenne des cinq ans	
	Mont.	%	Mont.	%	Mont.	%	Mont.	%	Mont.	%	Mont.	%
Services-conseils	45	7,2	56	8,3	68	8,8	52	6,6	57	6,3	56	7,4
Équipements	66	1,6	57	1,4	94	1,3	106	1,5	159	2,2	96,4	1,6
Travaux de génie civil	3	0,6	4	0,7	6	1,0	8	0,8	8	1,0	5,8	0,8
Autres fournitures	55	1,5	74	1,6	5	1,5	5	1,7	1	0,2	28	1,3

Source : Rapports annuels de la Banque mondiale pour la période de 1992 à 1996

(Montants en millions de dollars US et pourcentages du total des achats à l'étranger)

(La catégorie « autres fournitures » comprend les fournitures médicales, les matières premières, les produits chimiques, les produits de base et les intrants agricoles.)

Données sur l'adjudication des contrats par la Banque mondiale

Contrats adjugés au Canada

Les données sur l'adjudication des contrats donnent un aperçu des travaux financés par la Banque qui seront exécutés au cours des prochaines années et constituent donc un autre instrument de mesure des résultats obtenus en matière d'achats par un pays. Une fois un contrat adjugé, s'amorcent alors des négociations devant conduire à sa mise en œuvre et éventuellement à des décaissements en échange de la fourniture de biens et de services. Les négociations sont parfois longues et il peut s'écouler jusqu'à un an avant qu'un contrat n'entre en vigueur. Une fois le contrat en cours d'exécution, les décaissements s'étalent sur une période pouvant atteindre cinq ans.

Ces données sur l'adjudication ne portent que sur les marchés soumis à un examen préalable du Groupe des achats de la Banque mondiale. Les plafonds sur la valeur des prêts et crédits devant être soumis à l'examen préalable varient en fonction du pays emprunteur, du prêt lui-même et du genre de contrat dont il s'agit. Sur les quelque 40 000 contrats signés chaque année dans le cadre des projets de la Banque mondiale, environ 10 000 sont examinés par le Groupe des achats, ce qui représente 80 % de la valeur totale de tous les contrats.

Les données sur les contrats soumis à l'examen préalable ne comprennent ni les biens et services fournis en sous-traitance par des entreprises canadiennes, ni les contrats de fournitures ou de services sous-traités à des fournisseurs non canadiens par des entreprises canadiennes. Enfin, les données sur les contrats soumis à l'examen préalable ne comprennent pas les contrats passés avec des fournisseurs canadiens sous l'empire de prêts cofinancés par des sources canadiennes et la Banque mondiale. (Dans l'exercice 1996, la valeur du cofinancement canadien a atteint 27,8 millions de dollars US à sept projets financés par la Banque.)

Bien que le BLIFI ait récemment remarqué une amélioration de la précision des données de la Banque mondiale sur l'adjudication des marchés, la méthode de comptabilisation est complexe et les données demeurent incomplètes. Ceci impose donc une limite à la valeur de ces données comme indicateur des résultats obtenus pour les achats, les statistiques sur les décaissements demeurant ainsi un instrument de mesure plus fiable en la matière.

Quoi qu'il en soit, au cours de l'exercice 1996, 131 contrats d'une valeur de 99,8 millions de dollars US ont été adjugés au Canada, ce qui constitue une baisse de 10 % relativement à 1995. Ceci représente environ 2,2 % de la valeur des contrats attribués aux pays de l'OCDE. Quarante-sept (87) des

contrats adjugés étaient dans la catégorie des services-conseils, soit une part de 49 % de la valeur des contrats mesurée en dollars. Sur les contrats restants, 42 étaient dans la catégorie des fournitures et des équipements, et 2 dans la catégorie des travaux de génie civil. Ils représentaient respectivement 44 % et 7 % de la valeur de tous les contrats obtenus.

La valeur des contrats adjugés au Canada pour l'exercice 1996 place le Canada en treizième position en valeur absolue des contrats parmi les pays de l'OCDE et en quinzième position en valeur des contrats par habitant. Aucun gros contrat (50 millions de dollars US et plus) n'a été adjugé à des Canadiens au cours de l'exercice 1996.

Contrats adjugés par la BIRD et l'AID aux pays de l'OCDE - Exercice 1996

	Montant total	Population (millions)	Montant par habitant
Italie	673,5	57,154	11,78
Allemagne	609,9	81,141	7,52
États-Unis	593,2	260,529	2,28
France	489,1	57,726	8,47
Japon	386,3	124,782	3,10
Royaume-Uni	330,3	58,088	5,69
Mexique	217,6	91,858	2,37
Pays-Bas	154,8	15,391	10,06
Suisse	117,9	7,127	16,54
Autriche	105,3	7,195	14,64
Espagne	88,5	39,551	2,24
Irlande	14,0	3,543	3,95
Canada	99,8	29,121	3,43

Source : Banque mondiale, Rapport annuel 1996

(Montants totaux en millions de dollars US)

Banque mondiale, Atlas 1996

La valeur des contrats adjugés dans l'exercice 1996 est 44% au-dessous de la moyenne de 1991-1995. La moyenne, cependant, comprend l'exercice 1994 durant lequel deux contrats seulement étaient de 280 millions de dollars US du total qui est 375 dollars US. Si l'exercice 1994 est omis du calcul, la valeur des contrats "prior review" donnés durant l'exercice 1996 a baissé de 22 %.

Valeur des adjudications avant examen entre 1991 et 1996

	Exercice 1991	Exercice 1992	Exercice 1993	Exercice 1994	Exercice 1995	Moyenne des cinq ans	Exercice 1996
Valeur	50,9	108,5	242,1	375,3	110,3	177,4	99,8

Quatre-vingt-dix (90) sociétés canadiennes se sont partagé les 131 contrats. Elles sont réparties dans toutes les régions du Canada et incluent de grandes entreprises internationales ayant une vaste expérience des travaux de grande envergure, tout aussi bien que de petites et moyennes entreprises spécialisées dans un créneau et dont l'expérience sur le plan international est limitée.

Contrats adjudés au Canada, par Région

Contrats soumis à un examen préalable qui ont été adjudés au Canada - Exercice 1996

	L'Afrique		Asie de l'Est et Pacifique		Moyen-Orient et Afrique du Nord		Amérique latine et Caraïbes		Europe et Asie centrale		Asie du Sud	
	Mont.	#	Mont.	#	Mont.	#	Mont.	#	Mont.	#	Mont.	#
Canada	26,5	53	20,5	24	14,8	16	19,8	24	11,1	12	7,2	2

Source: Département de Évaluation rétrospective des opérations

(Montants en millions de dollars US)

L'Afrique a compté pour le plus grand nombre et la plus grande valeur des marchés adjudés à des firmes canadiennes. La région de l'Asie de l'Est et du Pacifique et la région de l'Amérique latine et des Antilles ont suivi l'Afrique avec 24 marchés chacune; ces marchés valaient 20,5 millions \$US et 19,8 millions \$US, respectivement.

Il est intéressant de noter que, pour l'ensemble de la Banque mondiale, la valeur des marchés adjudés en Afrique a occupé l'avant-dernier rang, après la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, avec seulement 12,8 % du total pendant l'exercice 1996. La région de l'Asie de l'Est et du Pacifique a compté pour le montant le plus important, avec 26,0 % du total. Ainsi, pendant l'exercice 1996, le Canada a connu son meilleur succès dans la région de prêt de la Banque qui vient à l'avant-dernier rang.

Contrats perdus par le Canada au profit des concurrents

La compétitivité du Canada, mesurée à partir de l'obtention ou non des contrats pour lesquelles des soumissions ont été faites, peut être analysée à l'aide des données sur les contrats perdus. Ces données, tout comme celles relatives aux contrats adjudés, ne portent que sur une partie des activités et, aux fins de la présente analyse, doivent être utilisées avec prudence.

Les données sur les contrats perdus excluent le domaine des services-conseils. Elles ne portent que sur les contrats soumis à l'examen préalable de la Banque et pour lesquels des entreprises canadiennes ont fait des offres qui ont été classées parmi les quatre moins-disantes et ont fait l'objet d'une évaluation.

Pour l'exercice 1996, dans les catégories des équipements, des fournitures et des travaux, le Canada a perdu 36 contrats sur le total de 82 pour lesquels des fournisseurs canadiens se sont classés parmi les quatre soumissionnaires

moins-disants. Dans 13 de ces 82 marchés (16 %), plus d'une société canadienne s'est classée dans les quatre premières positions. Cela représente pour le « Canada » un taux de succès de 56 % pendant l'exercice 1996, soit 12 % de plus que pendant l'exercice 1995. La valeur totale des marchés perdus pendant l'exercice 1996 est de 97,1 millions \$US, contre 66,3 millions \$US pendant l'exercice 1995.

Comme l'exercice 1995, l'aspect le plus révélateur des données sur les contrats perdus est toutefois celui-ci : des entreprises canadiennes se sont retrouvées parmi les quatre soumissionnaires moins-disants pour des fournitures, des équipements et des travaux de génie civil évalués à 147,5 millions de dollars US alors que la valeur totale des marchés adjugés à des pays de l'OCDE a atteint, pour l'exercice 1996, 2,7 milliards de dollars US. Cependant, si l'on soustrait les contrats d'une valeur de 50,4 millions de dollars US obtenus par des Canadiens et les contrats d'une valeur de 97,1 millions de dollars US pour lesquels des Canadiens se sont classés deuxième, troisième ou quatrième, les entreprises canadiennes, ou bien n'ont pas présenté de soumission ou bien ne se sont pas retrouvées parmi les quatre soumissionnaires moins-disants pour ce qui regarde 94,5 % de la valeur totale des marchés adjugés à des pays de l'OCDE pour des fournitures, des équipements et des travaux de génie civil.

Les Canadiens et la Banque mondiale

Les cadres canadiens de la Banque mondiale

Les cadres canadiens faisant partie du Groupe de la Banque mondiale représentaient, en 1996, 3,3 % de l'ensemble des cadres de la Banque, soit la proportion la plus élevée depuis dix ans. Pendant la dernière décennie, les Canadiens ont constamment formé environ 3,0 % des cadres de la Banque mondiale. Au cours de l'exercice 1996, ils y constituaient 3,2 % des cadres permanents ou engagés pour une durée déterminée, et 3,9 % des consultants recrutés à contrat pour une longue période.

Canadiens travaillant à la Banque mondiale - Exercice 1996

	Employés canadiens	Nombre total de cadres de la Banque mondiale	Pourcentage %
Cadres permanents ou recrutés pour une durée déterminée	205	6 459	3,2
Consultants recrutés pour une longue période	53	1 366	3,9
Nombre total de cadres	258	7 825	3,3

Source : Bureau de l'administrateur canadien, Groupe de la Banque mondiale

Fonds fiduciaires d'expertise-conseil canadiens

Certains décaissements destinés à des consultants canadiens embauchés directement par la Banque mondiale sont tirés de fonds fiduciaires d'expertise-conseil approvisionnés par le gouvernement du Canada et administrés par le Groupe de la Banque mondiale. Durant l'exercice 1996, le Groupe a géré quatre fonds canadiens de cette nature et ainsi déboursé 3,8 millions de dollars US. Le Canada a signé de nouveaux accords pour reconstituer ces fonds sur une base pluriannuelle avec des contributions de 15 millions \$US.

La plupart des principaux membres donateurs de la Banque mondiale ont créé des fonds fiduciaires d'expertise-conseil similaires à ceux du Canada. À la fin de l'exercice 1996, 49 fonds de cette nature, maintenus par 26 donateurs, étaient actifs à la Banque mondiale. Le plus gros est, de loin, celui financé par le gouvernement japonais, le Fonds constitué par le Japon pour l'élaboration des politiques et la valorisation des ressources humaines (PHRD), qui n'est pas lié exclusivement aux consultants japonais et a distribué 162 millions de dollars US au cours de l'exercice 1996. Après le Japon, le Canada s'est classé, au cours de cette même année financière, parmi les principaux pays donateurs aux côtés des Pays-Bas, de la Suisse, de la Norvège et du Danemark.

Les fonds fiduciaires d'expertise-conseil canadiens permettent aux particuliers et aux entrepreneurs canadiens de concurrencer les consultants des autres pays sur un pied d'égalité pour l'obtention des contrats convoités de travaux

d'élaboration des projets de la Banque mondiale. Même si ces fonds ne génèrent pas d'eux-mêmes de grosses recettes, le fait d'aider la Banque à exécuter des travaux de préparation de projets donne aux consultants canadiens une expérience précieuse et leur permet de se faire connaître. Les fonds fiduciaires donnent également la possibilité de recueillir des renseignements et d'établir des liens, ce qui place les consultants dans une position avantageuse pour l'obtention des marchés passés ultérieurement avec les emprunteurs pour l'exécution des travaux financés par la Banque mondiale.

Du point de vue de la Banque mondiale, les fonds fiduciaires d'expertise-conseil constituent une incitation à mettre à l'épreuve de nouveaux spécialistes provenant de divers pays donateurs et amènent les cadres de la Banque à élargir l'éventail de leur travail d'analyse. Les fonds fournissent également aux pays donateurs un mécanisme commode d'appui aux activités de la Banque mondiale portant sur les dossiers, les secteurs et les régions qui offrent un intérêt particulier en regard de leurs programmes bilatéraux de développement.

Pour une vue d'ensemble des fonds fiduciaires d'expertise-conseil canadiens qui étaient actifs au Groupe de la Banque mondiale au cours de l'exercice 1996, veuillez consulter les annexes générales, appendice 4.

Année	Montant (millions de dollars)
1996	1,2
1995	1,1
1994	1,0
1993	0,9
1992	0,8
1991	0,7
1990	0,6
1989	0,5
1988	0,4
1987	0,3
1986	0,2
1985	0,1
1984	0,1
1983	0,1
1982	0,1
1981	0,1
1980	0,1
1979	0,1
1978	0,1
1977	0,1
1976	0,1
1975	0,1
1974	0,1
1973	0,1
1972	0,1
1971	0,1
1970	0,1
1969	0,1
1968	0,1
1967	0,1
1966	0,1
1965	0,1
1964	0,1
1963	0,1
1962	0,1
1961	0,1
1960	0,1
1959	0,1
1958	0,1
1957	0,1
1956	0,1
1955	0,1
1954	0,1
1953	0,1
1952	0,1
1951	0,1
1950	0,1

Données non comptabilisées

Globalement, le nombre d'entreprises canadiennes de toutes tailles qui deviennent actives dans les sphères de la Banque mondiale et présentent des soumissions pour les projets financés par la Banque va croissant. Les données publiées sur la valeur en dollars des décaissements et des marchés adjugés montrent l'importance de ces activités. Toutefois, pour un certain nombre de raisons, ces statistiques sous-estiment nettement le rendement réel des investissements canadiens dans la Banque mondiale. Il a été souligné, dans la section du présent rapport portant sur les contrats adjugés par la Banque mondiale, que les données souffrent de certaines déficiences. Plus important cependant, les données n'englobent pas les avantages que le Canada tire des prêts à l'ajustement structurel (PAS) de la Banque mondiale, de son Programme de garantie, de la Société financière internationale (SFI) et de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI).

Les prêts d'ajustement structurel (PAS)

Aucune donnée n'est recueillie sur les marchés adjugés dans le cadre du programme PAS de la Banque mondiale, dont les prêts ont pourtant atteint une valeur de 4,5 milliards de dollars US au cours de l'exercice 1996. On peut raisonnablement supposer que les entreprises canadiennes tirent profit des PAS de la même façon qu'elles le font des prêts destinés à l'investissement. Les données sur les décaissements englobent les achats faits grâce aux PAS, mais le produit de ces prêts finance simplement des importations continues, en provenance de fournisseurs établis, qui se font sous l'empire du régime normal de passation des marchés du pays emprunteur (et non en vertu des lignes directrices de la Banque mondiale). Le Canada n'occupe qu'une petite part des marchés d'importation des pays en voie de développement comparativement à celles des autres pays de l'OCDE ou des pays voisins ce qui explique en partie que des pays comme la Corée, la Russie et l'Afrique du Sud devancent le Canada sur le plan de la valeur des décaissements.

La SFI et les garanties de la Banque mondiale

Les chiffres sur les achats de la Banque mondiale ne font pas mention de ceux découlant du financement assuré aux entreprises grâce au secteur privé par l'entremise de la Banque mondiale, par la SFI et par les mécanismes de garantie de la Banque mondiale.

Le coût total des projets de la SFI réalisés avec des promoteurs corporatifs canadiens a été de 822 millions \$US pendant l'exercice 1996. Ces investisseurs utilisent souvent des services et des équipements canadiens pour aider à compléter ces investissements à l'étranger qui, à leur tour, génèrent des bénéfices rapatriables.

Les sociétés minières canadiennes ont jusqu'à maintenant été les principaux bénéficiaires des efforts de la SFI aux plans du financement et de la mobilisation de capitaux; mais pendant l'exercice 1996, un certain nombre de sociétés canadiennes oeuvrant dans d'autres secteurs ont exploré des possibilités de financement avec la SFI. Nova Corporation et ses partenaires ont par exemple utilisé un financement et un montage de la SFI pour leur projet de transport de gaz de 400 millions \$US en Argentine.

Pendant l'exercice 1996, on a aussi observé que les institutions financières canadiennes jouaient un rôle de plus en plus important dans le programme de prêts de la SFI. En investissant avec la SFI dans un financement en consortium, les institutions financières canadiennes ont accès à de nouveaux bassins de clients potentiels, obtiennent un rendement élevé sur leurs actifs et, en raison de la participation de la SFI, obtiennent un fort bon niveau d'assurance contre les risques politiques. Pendant l'exercice 1996, les institutions financières canadiennes ont participé à 7 prêts consortiaux totalisant 62 millions \$US.

L'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI)

Depuis le début de ses activités en 1988, l'AMGI visait à encourager l'investissement étranger direct dans les pays en développement, en donnant des garanties contre les risques non commerciaux pour l'entreprise privée. Pendant l'exercice 1996, 68 contrats de garantie ont été signés; ces contrats couvraient 862 millions \$US au titre de projets à réaliser dans 27 pays en développement.

Deux sociétés canadiennes ont eu des contrats de garantie approuvés pendant l'exercice 1996. L'AMGI a émis 45 millions \$US en réassurance à la Société pour l'expansion des exportations parce que celle-ci avait assuré l'investissement de Cameco Corporation dans une mine d'or en République kirghize.

Pour ce qui concerne le deuxième projet, l'AMGI a émis 9,4 millions \$US en réassurance à Marubeni Corporation du Japon pour sa prise de participations de 10,4 millions \$US dans la privatisation de la raffinerie de zinc de Cajamarquilla près de Lima, au Pérou. Ce projet est une entreprise conjointe avec Cominco Ltd., une société canadienne axée sur les ressources naturelles.

Résumé des activités du BLIFI

Fonctions et responsabilités du BLIFI

Le Bureau de liaison avec les institutions financières internationales (BLIFI) a officiellement été mis sur pied en 1985, formant une partie constituante de la Section des relations économiques de l'ambassade du Canada à Washington.

Le BLIFI apporte un appui aux entreprises et aux organismes du secteur privé du Canada qui cherchent des débouchés dans les pays en voie de développement, désirant ainsi profiter des activités générées par le financement des deux banques multilatérales de développement dont le siège social est à Washington : la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement. Les ministères, organismes et sociétés d'État des deux paliers de gouvernement, qui cherchent également à collaborer plus étroitement avec ces institutions, constituent un autre groupe important de clients du BLIFI.

Dans son rôle de représentant des intérêts commerciaux du Canada auprès de la Banque mondiale et de la BID, le BLIFI est appelé à exercer un certain nombre de fonctions consultatives, d'analyse et de soutien opérationnel dont, notamment :

- 1) répondre une à une aux milliers de demandes de renseignements sur les IFI provenant des clients canadiens afin d'aider les secteurs privé et public canadiens à mieux comprendre le mode d'organisation, la structure et les méthodes de passation des marchés des IFI;
- 2) informer des clients individuellement sur les possibilités spécifiques qu'offrent les IFI et les conseillers sur les meilleures stratégies de marketing à adopter à l'égard de ces institutions;
- 3) aider à résoudre les différends sur la passation de marchés découlant des activités des IFI;
- 4) chercher de façon proactive à connaître les changements de tendances qui se produisent dans les prêts accordés par les IFI, que ce soit par secteur, par région ou en fonction des catégories, et détecter les grands projets prioritaires dont les Canadiens sont à l'affût;
- 5) recueillir des informations sur les projets ainsi que des renseignements d'ordre géographique et sectoriel auprès des IFI, et les diffuser;
- 6) rédiger des documents d'information pour les principaux groupes de clients et diffuser certains documents choisis que produisent les IFI et qu'il n'est pas facile de se procurer directement auprès des banques;

- 7) déceler proactivement et communiquer des indications sur le marché des IFI;
- 8) aider les clients canadiens à organiser des exposés techniques à l'intention des cadres des IFI;
- 9) organiser des événements spéciaux tels que des missions commerciales canadiennes aux IFI et des déjeuners bimensuels pour les Canadiens travaillant à la Banque mondiale et à la BID, ce qui offre aux clients du BLIFI issus du milieu des affaires une excellente occasion d'établir des liens avec les employés canadiens de ces institutions;
- 10) participer à des activités éducatives, dont des colloques, des réunions et des conférences qui ont lieu au Canada afin d'y informer les participants sur les pratiques et politiques de passation des marchés des IFI et recruter des conférenciers des IFI pour de tels événements.

Collaborant étroitement avec les bureaux des administrateurs canadiens à la Banque mondiale et à la BID qui s'occupent principalement des orientations de leurs institutions respectives à l'égard des programmes de prêts et des pratiques de gestion, le BLIFI contribue également à la préparation d'initiatives prises par le Gouvernement du Canada, à Ottawa, qui visent à améliorer la performance du Canada en matière de passation de marchés avec les IFI.

L'une des grandes réalisations du BLIFI en 1996 a été le développement et le lancement d'*IFInet*. Situé sur le site web du MAECI, *IFInet* fournit aux sociétés canadiennes de l'information à jour sur les projets gérés par toutes les grandes IFI. Le réseau donne aussi des noms de contacts et les données les plus récentes sur les marchés des IFI. Dans les prochains mois, le BLIFI espère ajouter les avis généraux et spécifiques de passation de marché à *IFInet* afin de mieux promouvoir la participation des fournisseurs canadiens de biens et d'équipements aux marchés des IFI.

Statistiques sur le BLIFI

Les tableaux suivants illustrent le maintien d'une forte demande pour les services et l'aide du BLIFI. Les niveaux de la correspondance reçue et des visiteurs accueillis restent élevés, ce qui reflète surtout le grand nombre des demandes d'information initiales qui continuent d'émaner de firmes canadiennes ainsi que la popularité des missions en groupe.

La diminution du volume du courrier expédié et du nombre des rencontres organisées pendant l'exercice 1996 reflète surtout le fait que les sociétés canadiennes qui ont contacté le BLIFI connaissaient mieux les IFI. Avec leur réseau de contacts cultivés lors de visites précédentes, ces sociétés organisent facilement leurs propres rencontres; ayant déjà établi une relation de travail

avec le personnel du BLIFI, elles correspondent avec le Bureau en utilisant des moyens moins formels comme le téléphone et le courrier électronique. Ni les appels téléphoniques ni les messages électroniques ne sont comptabilisés par le BLIFI.

Volume de la correspondance parvenant au BLIFI (lettres, télécopies, Téléx)

Exercice 1991	Exercice 1992	Exercice 1993	Exercice 1994	Exercice 1995	Exercice 1996
820	1 020	2 004	3 300	4 917	4 595

Volume de la correspondance expédiée par le BLIFI (lettres, télécopies, Téléx)

Exercice 1991	Exercice 1992	Exercice 1993	Exercice 1994	Exercice 1995	Exercice 1996
1 200	1 426	2 249	3 092	5 503	2 219

Nombre de Canadiens venus au BLIFI

Exercice 1991	Exercice 1992	Exercice 1993	Exercice 1994	Exercice 1995	Exercice 1996
350	448	481	590	425	505

Rencontres organisées par le BLIFI pour les Canadiens venus à la Banque mondiale et à la BID

Exercice 1991	Exercice 1992	Exercice 1993	Exercice 1994	Exercice 1995	Exercice 1996
1 400	2 240	1 756	2 195	2 364	1 837

Source : Bureau de liaison avec les institutions financières internationales

Structure organisationnelle du BLIFI

Composé de trois cadres et d'un employé de soutien, le BLIFI relève directement du chef de la Section du développement du commerce international de l'ambassade du Canada et demeure quotidiennement en communication avec la Direction du financement international (TCF) du MAECI à Ottawa.

Le BLIFI communique également de façon fréquente avec les organismes suivants :

- 1) les bureaux de Manille, d'Abidjan, de Bridgetown et de Londres qui exercent des fonctions similaires auprès, respectivement, des banques asiatique, africaine, des Caraïbes et européenne de développement;
- 2) les ambassades et missions du Canada dans les pays en voie de développement;
- 3) l'Agence canadienne de développement international et d'autres ministères fédéraux;
- 4) les centres du commerce international répartis à travers le Canada;

- 5) les ministères ou organismes des gouvernements provinciaux spécialisés dans le commerce.

Pris dans son ensemble, ce réseau fait partie intégrante de la structure internationale d'appui du Canada aux entreprises désireuses de profiter des débouchés découlant des interventions des IFI dans les pays en voie de développement.

Exercice 1985	Exercice 1984	Exercice 1983	Exercice 1982	Exercice 1981	Exercice 1980
1 307	1 204	1 119	1 075	1 007	957

Annexes générales: Appendice 1

Liste des principaux sigles

ACDI	Agence canadienne de développement international
AID	Association internationale de développement
AMGI	Agence multilatérale de garantie des investissements
AOI	Appel d'offres international
APD	Aide publique au développement
BDI	Banque interaméricaine de développement
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
BLIFI	Bureau de liaison avec les institutions financières internationales
BMD	Banque multilatérale de développement
C / P	Crédit ou prêt
CARICOM	Communauté des Caraïbes
CET	Construire, exploiter, transférer
CPE	Construire, posséder, exploiter
CPET	Construire, posséder, exploiter, transférer
FFEC	Fonds fiduciaire d'expertise-conseil canadien
G-7	Groupe des Sept
GTPI (IFI)	Groupe de travail sur les projets d'investissement des IFI
IDE	Institut de développement économique
IFI	Institution financière internationale

MAECI	Ministère des affaires étrangères et du Commerce international
MPP	Mécanisme de préparation des projets
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OECO	Organisation des États de Caraïbes orientales
PAS	Prêt à l'ajustement structurel
PHRD	Fonds constitué par le Japon pour l'élaboration des politiques et la valorisation des ressources humaines
PPF	Mécanisme de financement de la préparation des projets
SEE	Société pour l'expansion des exportations
SFI	Société financière internationale
TCF	Direction du financement international du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Annexes générales : Appendice 2

Définition des principaux termes

Prêt à l'ajustement structurel (PAS)

Prêts qui aident les pays à réformer leurs politiques économiques et budgétaires et à s'attaquer à leurs problèmes de balance des paiements. La plupart des prêts à l'ajustement incluent des devises destinées à financer les importations générales.

Programme de fonds d'expertise-conseil

Programme par l'entremise duquel des pays donateurs octroient des fonds de subvention, généralement liés, s'ajoutant aux ressources propres d'une IFI et destinés à financer de l'assistance technique, des études de préinvestissement et des activités à l'appui du programme de prêts de l'IFI.

Décaissements

Paiements faits à des entrepreneurs, des fournisseurs et des consultants par des emprunteurs ou par une IFI au nom d'un emprunteur.

Institut de développement économique (IDE)

Institut du Groupe de la Banque mondiale relevant du vice-président à l'économie du développement et chef économiste. L'IDE aide la Banque mondiale et ses pays membres à atteindre les objectifs de développement durable et équitable en renforçant les moyens dont disposent les pays pour concevoir et mettre en œuvre des politiques et des programmes de développement.

Programme de garantie de la Banque mondiale

Programme offrant des garanties partielles pour le financement de travaux d'infrastructure dans les cas où le besoin financier est élevé, les risques politiques et d'insolvabilité de l'État emprunteur importants et un financement à longue échéance généralement critique pour la viabilité d'un projet.

Banque interaméricaine de développement (BID)

Institution financière internationale à caractère régional créée en 1959 dans le but d'accélérer le développement économique et social de ses pays membres en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)

Institution faisant partie du Groupe de la Banque mondiale qui prête des fonds, dont la plus grande partie est collectée au moyen de la vente d'obligations cotées AAA sur les marchés internationaux de capitaux, à des pays en voie de développement solvables dont le revenu par habitant est relativement élevé. Les prêts ne sont faits qu'aux États ou aux organismes étatiques.

Association internationale de développement (AID)

Organisme membre du Groupe de la Banque mondiale qui fournit, sous des conditions libérales, une aide aux pays en voie de développement les plus pauvres qui ne sont pas suffisamment solvables pour avoir accès à un financement de la BIRD. L'AID est en grande partie financée à partir des contributions de ses pays membres les plus riches. Ses crédits (ainsi désignés pour les distinguer des prêts de la BIRD) ne sont accordés qu'aux États.

Société financière internationale (SFI)

Membre du Groupe de la Banque mondiale qui favorise la croissance dans les pays en voie de développement grâce à l'appui du secteur privé. La Société fait des placements dans des entreprises commerciales sous forme de prêts et de participations au capital social, en collaboration avec d'autres investisseurs. Contrairement à la BIRD et à l'AID, la Société n'exige pas de garanties de remboursement des gouvernements.

Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI)

Membre du Groupe de la Banque mondiale qui favorise les investissements étrangers dans les pays en voie de développement en offrant aux investisseurs des garanties à l'égard des pertes dues à des risques non commerciaux. L'Agence offre également aux pays en voie de développement qui en sont membres des services de consultation sur les mesures à prendre pour améliorer leur environnement de façon à attirer les investissements étrangers.

Aide publique au développement (APD)

Aide financière aux pays en voie de développement et aux institutions multilatérales fournie par des organismes publics d'aide bilatérale. L'APD a un caractère libéral, comporte un élément de subvention d'au moins 25 % et est administrée de façon à atteindre ses objectifs principaux qui sont la promotion du développement économique et du bien-être des pays en voie de développement.

Dossier de projets

Prêts et projets soumis à l'examen d'une IFI en vue d'un financement éventuel.

Contrat soumis à un examen préalable (prior review) de la Banque mondiale

Désigne tous les gros contrats faisant partie des opérations de mise de fond de la Banque mondiale et dont la valeur limite varie d'un prêt à un autre et d'un pays à l'autre. Le montant à partir duquel un contrat fait l'objet d'un examen préalable peut être aussi faible que 50 000 \$ US ou aussi élevé que 1 000 000 \$ US pour des fournitures et des équipements et que 5 000 000 \$ US pour des travaux de génie civil. Les contrats de services-conseils font tous l'objet d'un examen préalable par la Banque mondiale, à moins que la valeur limite ne soit précisée dans un accord de prêt.

Mécanisme de financement de la préparation des projets

Avances d'assistance financière et technique accordées par une IFI à un emprunteur dans le but de l'aider à préparer un projet avant de le soumettre à l'approbation des administrateurs de l'IFI

Assistance technique

Transfert, adaptation, mobilisation et utilisation de services, de compétences, de connaissances, de technologies et d'ingénierie dans le but de mener des études d'orientation et de fournir des conseils, d'appuyer la préparation et la mise en œuvre de projets et d'accroître de façon durable le potentiel de ressources humaines, économiques, techniques et institutionnelles d'un pays en voie de développement, ainsi que ses capacités d'analyse et de gestion

Groupe de la Banque mondiale

Organisme multilatéral de prêt constitué de quatre institutions étroitement associées : la BIRD, l'AID, la SFI et l'AMGI. L'expression « Banque mondiale » désigne uniquement la BIRD et l'AID.

Annexes générales : Appendice 3

Liste des pays membres de l'OCDE et du G-7

Pays membres de l'OCDE

Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie

Pays membres du G-7

Allemagne, Canada, États-Unis d'Amérique, France, Italie, Japon, Royaume-Uni

Vue d'ensemble des fonds fiduciaires d'expertise-conseil canadiens à la Banque mondiale et à la BID

Fonds fiduciaires d'expertise-conseil canadiens

Les fonds fiduciaires d'expertise-conseil canadiens (FFEC) constitués à la Banque mondiale et à la Banque interaméricaine de développement sont financés en majeure partie par la Direction générale des programmes multilatéraux de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Ces fonds ont été créés dans le but d'appuyer la Banque mondiale et la BID dans leur travail d'élaboration de projets en leur permettant de recruter des experts techniques canadiens pour une courte période.

Les FFEC sont très populaires auprès des gens d'affaires canadiens et des dirigeants des IFI. Les Canadiens sont tenus en haute estime pour leur compétence technique et leur capacité de travailler de façon efficace dans des contextes internationaux. Aussi les FFEC sont-ils souvent sursouscrits et le personnel des banques doit planifier avec soin de manière à pouvoir y recourir quand les services d'un consultant sont requis. Il est également important de remarquer que les FFEC sont administrés de manière autonome par la Banque mondiale et la BID et que le gouvernement du Canada ne gère pas les opérations quotidiennes sur ces fonds.

Le Canada finance les FFEC suivants à la Banque mondiale :

- 1) le Fonds fiduciaire d'expertise-conseil canadien (pays) à la Banque mondiale (BIRD et AID);
- 2) le Fonds fiduciaire d'expertise-conseil canadien pour l'environnement mondial au Fonds pour l'environnement mondial (FEM) de la Banque mondiale;
- 3) le Fonds canadien pour la coopération technique (Europe centrale et Europe de l'est et ancienne Union soviétique) à la Banque mondiale (BIRD et AID);
- 4) le Fonds canadien de coopération industrielle à la Société financière internationale (SFI).

Le Canada finance un FFEC à la Banque interaméricaine de développement, soit :

- 1) le Programme canadien de coopération technique.

Fonds fiduciaire d'expertise-conseil canadien (pays) à la Banque mondiale

Organisme donateur	Agence canadienne de développement international (Direction générale des programmes multilatéraux)
Institution bénéficiaire	Banque mondiale (BIRD et AID)
Pays admissibles	Afrique : Ghana, Côte d'Ivoire, Kenya Amérique : Argentine, Bolivie, Brésil, Colombie, Pérou, CARICOM, Haïti Asie : Chine, Inde, Indonésie, Philippines, Viêt-nam
Secteurs admissibles	Les secteurs clés incluent, mais sans s'y limiter, l'environnement, la santé et les services d'infrastructure (énergie, télécommunications, transport) <i>(Voir page 5 pour des détails sur la nature sectorielle de ce FFEC)</i>
Affectations admissibles	Missions de courte durée concernant l'identification, la préparation et l'exécution de projets de nature économique et sectorielle financés par la banque, ainsi que d'autres activités convenues mutuellement entre la banque et l'ACDI
Montant maximum par affectation	100 000 \$ US - Les montants supérieurs à ce seuil requièrent l'approbation préalable de l'ACDI (Direction générale des programmes multilatéraux et Programme du pays en question)
Dépenses admissibles	Honoraires, voyage et subsistance
Admissibilité des consultants	Résidents du Canada qui sont citoyens canadiens ou immigrants reçus (25 % du montant alloué à une affectation donnée peut servir à aider financièrement des consultants des pays membres emprunteurs de la Banque et d'autres pays membres de la Banque qui financent des fonds fiduciaires d'expertise-conseil non réservés à travailler en collaboration avec les experts canadiens)

Afrique	Ghana	Réforme économique, développement du secteur privé, services de base (agriculture, éducation, eau), saine gestion publique, infrastructure (télécommunications, transports et énergie)
	Côte d'Ivoire	Réforme économique, développement du secteur privé, éducation et santé de base, infrastructure (télécommunications, transports et énergie), environnement
	Kenya	Infrastructure, agriculture, éducation de base, environnement, développement du secteur privé
Amérique	Argentine et Brésil	Environnement, services d'infrastructure (énergie/électricité, pétrole et gaz naturel, télécommunications), santé
	Bolivie, Pérou et Colombie	Environnement, services d'infrastructure (énergie/électricité, pétrole et gaz naturel, télécommunications), santé
	CARICOM et Haïti	Environnement, services d'infrastructure (télécommunications, transports, énergie, eau et système sanitaire)
Asie	Chine	Environnement, services d'infrastructure (énergie, transports), santé, agriculture et agro-industrie
	Inde	Environnement (eau, énergie), développement urbain, développement du secteur privé, services financiers, services d'infrastructure
	Indonésie	Services d'infrastructure (énergie, télécommunications, transports, eau), développement du secteur privé
	Philippines	Services d'infrastructure, environnement, développement du secteur privé (<i>à confirmer</i>)
	Vietnam	Services d'infrastructure (télécommunications, énergie, transports), environnement, éducation et santé, réduction de la pauvreté

Fonds fiduciaire d'expertise-conseil canadien pour l'environnement mondial au Fonds pour l'environnement mondial (FEM) de la Banque mondiale

Organisme donateur	Agence canadienne de développement international (Direction générale des programmes multilatéraux) et Environnement Canada (Direction générale de la technologie environnementale)
Institution bénéficiaire	Division de l'environnement mondial de la Banque mondiale
Pays admissibles	Pays participant au Fonds pour l'environnement mondial (FEM)
Secteurs admissibles	Les secteurs clés visés par le FEM : changement climatique, biodiversité, eaux internationales et appauvrissement de la couche d'ozone
Affectations admissibles	Missions de courte durée et services consultatifs concernant l'identification, la préparation et l'évaluation des projets financés par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), dont des activités de planification et d'élaboration de politiques
Montant maximum par affectation	100 000 \$ US - Les montants supérieurs à ce seuil requièrent l'approbation préalable de l'ACDI (Direction générale des programmes multilatéraux) et d'Environnement Canada (Direction générale de la technologie environnementale)
Dépenses admissibles	Honoraires, voyage et subsistance
Admissibilité des consultants	Résidents du Canada qui sont citoyens canadiens ou immigrants reçus (25 % du montant alloué à une affectation donnée peut servir à aider financièrement des consultants des pays membres emprunteurs de la Banque et d'autres pays membres de la Banque qui financent des fonds fiduciaires d'expertise-conseil non réservés à travailler en collaboration avec les experts canadiens)

Fonds canadien pour la coopération technique (Europe centrale et Europe de l'Est et ancienne Union soviétique) à la Banque mondiale

Organisme donateur	Agence canadienne de développement international (Direction des politiques, de la planification et des programmes multilatéraux de la Direction générale de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est)
Institution bénéficiaire	Banque mondiale (BIRD et AID)
Pays admissibles	Europe centrale et Europe de l'Est et ancienne Union soviétique (accent particulier sur la République tchèque, la Hongrie, le Kazakhstan, la Pologne, la Russie et l'Ukraine)
Secteurs admissibles	Aucune restriction (accent particulier sur l'agriculture, l'environnement, l'énergie, les services financiers, l'exploitation forestière, la santé, la privatisation, les télécommunications et le transport)
Affectations admissibles	Missions de courte durée concernant l'identification, la préparation, l'évaluation et la supervision des programmes ou projets de la Banque, ou d'autres services consultatifs ou affectations temporaires
Montant maximum par affectation	50 000 \$ US - Les montants supérieurs à ce seuil requièrent l'approbation préalable de l'ACDI
Dépenses admissibles	Honoraires, voyage et subsistance
Admissibilité des consultants	Canadiens ou immigrants reçus (20 % du montant alloué à une affectation donnée peut servir à financer des consultants locaux travaillant avec le consultant principal canadien)

Fonds fiduciaire du Canada à la Société financière internationale (SFI)

Organisme donateur	Agence canadienne de développement international (Direction générale des programmes multilatéraux)
Institution bénéficiaire	Société financière internationale (SFI) du Groupe de la Banque mondiale
Pays admissibles	Pays admissibles au programme d'aide publique au développement (ACDI)
Secteurs admissibles	La priorité sera accordée aux secteurs de pétrole, de gaz et des mines, services d'infrastructures (énergie, télécommunications, transport, services urbains); environnement et développement des marchés financiers
Affectations admissibles	Missions de courte durée et services consultatifs concernant la préparation des études préliminaires et de faisabilité; aide technique concernant la privatisation et le développement des nouveaux projets de transfert technologique ou d'autres services consultatifs ou techniques
Montant maximum par affectation	Entre 25 000 \$ US et 50 000 \$ US- Si l'ACDI n'aurait pas informé la SFI de son approbation en dedans de 10 jours civils de sa notification, l'activité proposée est considérée comme étant approuvée 50 000 \$ US - Les montants supérieurs à ce seuil requièrent l'approbation de l'ACDI
Dépenses admissibles	Honoraires, voyage et subsistance
Admissibilité des consultants	Résidents du Canada qui sont citoyens canadiens ou immigrants reçus

Programme canadien de coopération technique à la Banque interaméricaine de développement

Organisme donateur	Agence canadienne de développement international (Direction générale des programmes multilatéraux)
Institution bénéficiaire	Banque interaméricaine de développement (BID)
Pays admissibles	Pays membres emprunteurs de la BID
Secteurs admissibles	Priorités sectorielles devraient être les priorités du programme de l'ACDI (les besoins de base humains; la femme dans le développement; les services d'infrastructure; les droits humains, la démocratie, le bon gouvernement; le développement du secteur privé; l'environnement) notamment l'environnement, les services d'infrastructure, et le bon gouvernement.
Affectations admissibles	Travaux liés aux étapes de l'identification, de la préparation, de la supervision, de la mise en oeuvre ou de l'évaluation des activités de la BID, notamment des études de base, des analyses sectorielles préliminaires appropriées, la faisabilité et le plan technique final.
Montant maximum par affectation	100 000 \$CDN, sauf en cas très exceptionnel
Dépenses admissibles	Honoraires, voyage et coûts liés aux services de consultant
Admissibilité des consultants	Sociétés canadiennes ou leurs filiales à l'étranger; Canadiens ou immigrants reçus; institutions canadiennes sans but lucratif ou organismes spécialisés du gouvernement canadien; entreprises, institutions ou organisations du pays appartenant à des intérêts canadiens, ou citoyens de pays membres emprunteurs travaillant en collaboration avec des consultants canadiens

Annexes sur la Banque mondiale : Appendice 5

Liste des pays membres

Pays membres de la Banque mondiale

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Angola, Antigua-et-Barbuda*, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas*, Bahreïn*, Bangladesh, Barbade*, Bélarus*, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Bulgarie*, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Chypre, Danemark, Djibouti, Dominique, Égypte, Émirats arabes unis, Espagne, Équateur, Érythrée, Estonie*, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque*, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kiribati, Koweït, Lettonie, Lesotho, Liban, Libéria, Libye, Lituanie*, Luxembourg, Macédoine, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte*, Maroc, îles Marshall, île Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie, Moldova, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie*, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar*, République centrafricaine, République de Corée, République dominicaine, République islamique d'Iran, République du Kirghizistan, République populaire démocratique du Laos, République slovaque, République tchèque, Roumanie*, Royaume-Uni, Fédération de Russie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Salvador, Samoa occidentales, São Tomé et Príncipe, Sénégal, Seychelles*, Sierra Leone, Singapour*, îles Salomon, Slovénie, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname*, Swaziland, Syrie, Tadjikistan, Tanzanie, Tchad, Thaïlande, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan*, Turquie, Ukraine*, Uruguay*, Vanuatu, Venezuela*, Vietnam, République du Yémen, Zaïre, Zambie, Zimbabwe

* Membres de la BIRD seulement (et non de l'AID)

Annexes de la Banque mondiale : Appendice 6

Décaissements étrangers à destination du Canada, par pays emprunteur et par catégorie (Exercice 1996)

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Consultants	Autres fournitures	Total
ALBANIE			28		28
ALGÉRIE	919		541		1 460
ANGOLA			188		188
ARGENTINE	5 055		507		5 562

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Consultants	Autres fournitures	Total
BAHAMAS			53		53
BANGLADESH	4 556		452		5 008
BARBADE			64		64
BÉLIZE			618		618
BÉNIN			1 301		1 301
BOLIVIE	62		977		1 039
BULGARIE	112				112
BURKINA-FASO			111		111
BURUNDI	110		290		400

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Consultants	Autres fournitures	Total
CAMBODGE	40		125		165
CAMEROUN	140		129	50	319
CAP-VERT			45		45
CENTRAFRICAINE, RÉPUBLIQUE			1 006		1 006
CHINE	21 415		7 097	298	28 809
CHYPRE			42		42
COLOMBIE			409		409
COMORES			76		76
CONGO			175		175
CORÉE	206		48		254
COSTA RICA			358		358
CÔTE D'IVOIRE	132		1 555		1 687

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Consultants	Autres fournitures	Total
DOMINICAINE, RÉPUBLIQUE			117		117
DOMINIQUE			3		3

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Consultants	Autres fournitures	Total
ÉGYPTE	28				28
EL SALVADOR	138		182		320
ÉQUATEUR,	2 794		203		2 997
ÉTHIOPIE	20		356		377

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Consultants	Autres fournitures	Total
GABON			192		192
GÉORGIE	105		106		211
GHANA	2 184		709		2 893
GUATEMALA	1 439				1 439
GUINÉE	8	111	1 229		1 347
GUYANA	29		259		288

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Consultants	Autres fournitures	Total
HAÏTI	9 714		23	3	9 740
HONDURAS			5		5
HONGRIE	1 926		22		1 949

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Consultants	Autres fournitures	Total
INDE		4 146	1 817		5 963
INDONÉSIE	38 327		2 375		40 702
IRAN, RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'	488		1 263		1 751

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Consultants	Autres fournitures	Total
JAMAÏQUE			279		279

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Consultants	Autres fournitures	Total
KAZAKHSTAN	2 132		17		2 149
KENYA			1 263		1 263
KIRGHIZISTAN	4 245				4 245

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Consultants	Autres fournitures	Total
LESOTHO		888	2 466		3 354

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Consultants	Autres fournitures	Total
MADAGASCAR			394		394
MALAWI			125		125
MALAISIE			1 908		1 908
MALI	95		653		748
MAROC	7 063		1 272	83	8 418
MAURICE			7		7
MAURITANIE			362		362
MEXIQUE	18 049				18 049
MOLDOVA	17				17
MOZAMBIQUE	91		65		156

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Consultants	Autres fournitures	Total
NÉPAL	1 731		1 573		3 304
NICARAGUA	198				198
NIGÉRIA	1 048	480	5 785		7 313

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Consultants	Autres fournitures	Total
UGANDA	37		2 962		2 999
OUZBÉKISTAN	232		75		308

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Consultants	Autres fournitures	Total
PAKISTAN			2 872		2 872
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE			1 071		1 071
PÉROU	3 184		23		3 207
PHILIPPINES	174	234	714		1 121
POLOGNE	4 789		512		5 300

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Consultants	Autres fournitures	Total
ROUMANIE	277		549		826
RUSSIE, FÉDÉRATION DE	22 452		515		22 967
RWANDA	89		46		135

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Consultants	Autres fournitures	Total
SAINTE-LUCIE	7		144		151
SÉNÉGAL	153		2 159		2 312
SRI LANKA			390		390

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Consultants	Autres fournitures	Total
TANZANIE	32	30	896		958
TCHAD			311		311
THAÏLANDE			87		87
TOGO			699		699
TRINITÉ-ET-TOBAGO			251	20	271
TUNISIE		477	435	749	1 661
TURQUIE	4		17	127	148

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Consultants	Autres fournitures	Total
UKRAINE	641				641

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Consultants	Autres fournitures	Total
VENEZUELA	191		604		795

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Consultants	Autres fournitures	Total
YÉMEN	1 085	1 800	4		2 889

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Consultants	Autres fournitures	Total
ZAMBIE	570		2		572
ZIMBABWE	237		633		870

Total	Matériel	Travaux de génie civil	Consultants	Autres fournitures	Total
TOTAL DES DÉCAISSEMENTS ÉTRANGERS À DESTINATION DU CANADA	158 769	8 165	57 216	1 331	225 480

Source: Service des prêts, La Banque mondiale

(Sommes en milliers de dollars US)

Country	Material	Civil Engineering	Consultants	Other Supplies	Total
ZAMBIA	570		2		572
ZIMBABWE	237		633		870
TOTAL	807	0	635	0	1442

Annexes sur la Banque mondiale: Appendice 7

Contrats faisant l'objet d'un examen préalable de la Banque qui ont été adjugés au Canada (Exercice 1996)

ALBANIE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C24990	TRANSPORT/INFRASTRUCTURE	ROAD SAFETY STUDY AND PROGRAM	N.D. LEA INTERNATIONAL LTE.	124 450
				\$124 450

ALGÉRIE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
I29770	VOCATIONAL TRAINING	TA FOR NEW TRAINING METHODS AND DEVELOPMENT OF EDUCATIONAL TOOLS	C.I.D.E. CANADA	2 105 000
L32660	UNIV. DEVELOPMENT	TA: STUDY TOUR FOR MANAGERS	C.I.D.E.	56 420
L32660	UNIV. DEVELOPMENT	COMPUTERS	SIDDUS SYSTEMS	181 400
				\$2 342 820

BANGLADESH

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C21290	RURAL ELECTRIF. III	WOODEN POLES, 25' CLASS-7	LBP POLES INC.	892 857
				\$892 857

BÉLIZE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L37760	POWER DEV	PREPARATION OF BIDDING DOCUMENTS AND ASSISTANCE IN PROCESS	CI POWER MONENCO	175 360
L37760	POWER DEV	DRAFTING OF PRICING REGULATIONS FOR THE ELECTRICITY SECTOR	PRICE WATERHOUSE	100 000
				\$275 360

BOLIVIE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C20130	MINING SECTOR	LEGAL SERVICES FOR THE CAPITALIZATION OF EM VINTO	STIKEMAN, ELLIOT AND LARRAIN	272 940
C27620	HYDROC. SEC. REF & CAPIT	STUDY OF PETROLEUM PRICES	BILL MATTHEWS	6 000
C27620	HYDROC. SEC. REF & CAPIT	ADVISOR TO SECRETARIA NACIONAL DE ENERGIA	PEDRO VAN HEURS	15 890
				\$294 830

BURKINA FASO

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
CP9110	MINING CAPICITY	FORMULATION ET REDACTION D'UNE NOUVELLE LOI MINIERE	FORTIN AND ASSOCIATES	185 000
C22440	EDUCATION IV	REPRINTING OF SCHOOL TEXTBOOKS FOR BURKINA PEDAGOGIC INST.	TRANSCONTINENTAL	708 850
C23320	TRANSPORT SECAL	PERIODIC MAINTENANCE STUDY	GAUFF TECSULT	248 748
				\$1 042 598

CAMBODGE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C26640	TECHNICAL ASSISTANCE	CIVIL SERVICE REFORM PROGRAM	ARA CONSULTING GROUP	298 360
				\$298 360

CAMEROUN

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C8130	SAC		MCCARTHY TETRAULT	174 352
				\$174 352

CENTRAFRICAINE, RÉPUBLIQUE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C19760	ENERGY	ASSIST. A LA SELECTION DE CONSULTANTS PLUS FORMATION	BEROCAN	125 000
C19760	ENERGY	CONSULTING SERVICES	BEROCAN	31 850
C26620	NAT. LIVESTOCK DEV.	SUPPLY OF 13 PU. VEN., AND 83 MOTORCYCLES	cfao CENTRAFRIQUE	522 626
C26620	NAT. LIVESTOCK DEV.	SUPPLY OF 4 4WD STATION WAGONS	GACOA - SIV	136 117
C26620	NAT. LIVESTOCK DEV.	SUPPLY OF 100 MOPEDS	SCAR RENAULT	98 374
				\$913 967

CHINE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C19170	H'WAY III - SICHUAN PR	ROAD DATABANK AND PAVEMENT EVAL. SYSTEM FOR EAST SECTOR	ROADWARE CORP/MILLIONS GROUP	679 000
C19170	H'WAY III - SICHUAN PR	ROAD DATABANK AND PAVEMENT EVAL. SYSTEM	ROADWARE CORP/MILLIONS GROUP	761 000
C20250	H'WAY V -SHANDONG PR	STRIPING SYSTEM/WALKING LINE MARKER/ERASER	SYSTEQ INSTRUMENTS	353 000
C20250	H'WAY V - SHANDONG PR	TESTING EQUIPMENT	SYSTEQ INSTRUMENTS	165 415
C20250	H'WAY V - SHANDONG PR	PAVEMENT MARKINGS/TOOLS MAINTENANCE VEHICLE	SYSTEQ INSTRUMENTS	556 177
C22100	KEY STUDIES DEV.	INTERTECH ISI -2802 LASER DIRECT WRITE SYSTEM	INTERTECH SYSTEMS INC.	446 000
C24630	TAIHU BASIN FLOOD CO.	IFB 1: TELEMETRIC SYSTEM AND COMPUTER NETWORK EQUIPMENT	SOCOMAR INT./GLENAYRE COM	2 645 644
L36810	FUJIAN PROV. HIGHWAY	HAND OPERATED LINE MARKERS	SYSTEQ INSTRUMENTS	44 973
L37110	SHANGHAI ENVIRONMENT	ANALYTICAL SERVICES TRAINING	ANALYTICAL SERVICES LAB.	100 000
L37160	SICHUAN GAS DEV. & CO.	PVT UNIT. GRAIN SIZE ANALYZER, ETC.	DB ROBINSON DESIGN AND MANUF. LTD.	1 432 039
L37480	HEBEI/HENAN NATIONAL	SMALL MOWER	SYSTEQ INSTRUMENTS	12 435
L37480	HEBEI/HENAN NATIONAL	MOBILE SIGN VEHICLE	SYSTEQ INSTRUMENTS	260 236
L37870	XINJIANG HIGHWAY 1	ROTATING SNOW REMOVER	R.P.M. TECH. INC.	2 190 700
				\$9 646 619

COLUMBIE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L31130	SMALL-SCALE IRRIGATION	PREFESIBILITY AND FEASIBILITY STUDIES FOR MOMPOS PROJECT	S.N.C. LAVALIN	725 395
				\$725 395

COMORES

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C25530	POP & HUMAN RESOURCE	ASSISTANCE IN MANAGEMENT OF AGR AND SEMINARS WITH NGOs	C.E.C.I.	101 644
				\$101 644

CORÉE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L36130	PTRL DIST. & SEC. MGMT	INSTRUCTIONAL SERVICES AND TRAINING OF DOPCO STAFF	IPL TECHNOLOGY AND CONSULTING SERVICES	180 200
				\$180 200

CÔTE D'IVOIRE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L31860	FORESTRY SECTOR	TECHNICAL ASSISTANCE	GENERAL WOODS AND VENEERS	205 584
				\$205 584

GHANA

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C21930	HEALTH AND POP II	MOTORCYCLE PARTS	KALMONI ESTABLISHMENTS INC.	50 279
C26040	COMMUNITY WATER AND SA	TECHNICAL ASSISTANCE FOR CWSP	COMWATER INTERNATIONAL INC.	660 000
				\$710 279

GUINÉE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
CP7560	MINING SECTOR INVESTMENT PROMOTION	TECHNICAL AND ECONOMIC AUDIT OF ARETOR	KILBORN TECSULT INC.	101 439
C21060	NATURAL RESOURCES INFRASTRUCTURE	SURVEY MISSION FOR THE COLLECTION OF CARTOGRAPHY DATA	AERO PHOTO - GEOLOCATION	126 450
C24160	POWER II	SUPPORT TO ENELGUI IN PLANNING AND DEMAND FORECAST	REGIE INC.	261 275
C26530	FINANCIAL SECTOR	STUDY OF REGULATION FOR THE FINANCIAL SECTOR	PAUL GUY	70 000
C27190	EQUITY AND SCHOOL IMPROVEMENT	CONSTRUCTION OF SCHOOLS	CECI	150 000
				\$709 164

GUYANA

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C24800	PUBLIC ADMINISTRATION	TWO MULTIPLEXERS	AERONAV INTERNATIONAL INC.	17 766
C24800	PUBLIC ADMINISTRATION	ATC RECORDING SYSTEM	AERONAV INTERNATIONAL INC.	26 025
C24800	PUBLIC ADMINISTRATION	ONE VOICE AMPLIFICATION SYSTEM	AERONAV INTERNATIONAL INC.	63 957
C24800	PUBLIC ADMINISTRATION	PUBLIC ADDRESS SYSTEM	AERONAV INTERNATIONAL INC.	64 924
C24800	PUBLIC ADMINISTRATION	PONE CRES - FLIGHT DISTRIBUTION LOOP, CONVEYER BELT SYSTEM	MATHEWS CONVEYER	116 084
				\$288 757

HAITI

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
CP6480	FORESTRY & ENV.	PROJECT PREPARATION/DESIGN SERVICES: FEPP	MATTHEW MCKENNIREY	43 200
C20530	POWER V	MAINTENANCE FOR THE 21 MW POWER PLANT UNDER CONSTRUCTION	CONSORTIUM HQI - VIBEC	2 274 252
C20530	POWER V	SUPPLY/INSTALLATION OF TRANSFORMERS (12.47/69KV SUBSTATION)	HYDRO QUEBEC - VIBEC	975 000
C20530	POWER V	SUPPLY/INSTALLATION OF HEAVY FUEL TREATMENT SYSTEM	HYDRO QUEBEC - VIBEC	1 600 000
C20530	POWER V	SUPPLY/INSTALLATION OF A 15 MW DIESEL POWER STATION	HYDRO QUEBEC - VIBEC	10 872 000
C20530	POWER V	SUPV/INSTALLATION 15/21 MW DIESEL POWER PLANT AT VARREAUX	LE BUREAU D'ETUDES ARCHER INC.	30 980
C23010	FORESTRY & ENV.	PROJECT PREPARATION SERVICES	MATTHEW MCKENNIREY	43 200
LP6480	FORESTRY & ENV.	PROJECT PREPARATION SERVICES	MATTHEW MCKENNIREY	43 200
				\$15 881 832

HONDURAS

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C24580	TRANSPORT SECTOR RHB	TECHNICAL ASSISTANCE TO SECOPT'S INSTITUTIONAL DEVELOPMENT	SNC LAVALIN	992 284
				\$992 284

HONGRIE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L37050	ENERGY DEVELOPMENT	ENVIRONMENTAL MASTER PLAN	ONTARIO HYDRO	900 000
				\$900 000

INDONÉSIE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L33850	INFRA. DEV TA PRO3	ADVISORY SUPPORT SERVICES TO THE PMU-TAPAI BAPPENAS	HICKLING CORPORATION	436 685
L33920	IRRIG. SUBSECTOR II	GENERAL PROJECT COORDINATION	SNC LAVALIN INT.	517 980
L34540	BAPEDAL DEV PRO3		ENVIRONOVA INT. LTD.	679 472
L34540	BAPEDAL DEV PRO3	PROJECT MANAGEMENT	ENVIRONOVA INT. LTD.	679 472
L37120	HIGHWAY SECTOR II	IMPLEMENTATION OF INTEGRATED ROAD MGMT SYSTEM	N.D. LEA INT.	2 352 986
L37490	SEMARANG - SURAKARATA II	PREPARATION OF AN URBAN TRANSPORTATION PLAN FOR SURKARTA	N.D. LEA INT.	546 566
				\$5 213 160

IRAN, RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L33010	EARTHQUAKE RECOVERY	5 UNITS RAIS CLIMBER	ARKBRO	1 175 469
L33010	EARTHQUAKE RECOVERY	SEISMIC SIMULATION SYSTEM	CTC. CANADA	673 128
L33010	EARTHQUAKE RECOVERY	ACQUISITION OF SEISMIC NETWORK	NANOMETRICS	1 999 000
L33010	EARTHQUAKE RECOVERY	PORTABLE PROTON MANGNETOMETER	SCINTREX	21 149
L34790	TEHRAN DRAINAGE	TUNNEL BORING MACHINE (MODEL ME170SE)	LOVAT TUNNEL EQUIPMENT INC.	3 920 193
				\$1 552 490

JAMAÏQUE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L32750	ROAD PLANNING AND MAINTENANCE	UPGRADING OF CAUSEWAY FROM PORTMORE TO KINGSTON	H.M. DILLON	527 648
				\$527 648

JORDANIE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L28843	INFORMATION SECTOR ASSESSMENT	DEVELOP NATIONAL INFORMATION POLICY AND STRATEGY	BNK INFORMATICS CANADA INC.	97 900
				\$97 900

LESOTHO

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C33930	HIGHLAND WATER I	DEPUTY CHIEF EXECUTIVE FINANCE AND ADMINISTRATION	PWE CONSULTANTS	244 604
				\$244 604

MADAGASCAR

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C21170	TANA PLAIN DEV.	TA FOR SOLID WASTE MGMT.	TECSULT	111 478
C22510	NATIONAL HEALTH SEC.	CONSULTANCY ON MGMT OF HUMAN RESOURCES	LUCIEN ALBERT	19 005
C22510	NATIONAL HEALTH SEC.	INSTALLATION OF COMPUTERIZED SYSTEM TO MANAGE HUMAN RESOURCES IN MIN.	UNIVERISTE DE MONTREAL	71 456
C24970	FINANCIAL INST.	TA TO THE PROJECT COORDINATOR	SETYM INT. INC.	219 300
				\$421 239

MALAWI

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C26240	INST. DEV. II	POLICY ANALYST EXPERT	NAMET ILAHI	118 108
				\$118 108

MALI

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
CP0940	ECONOMIC MGMT	STUDY OF GOVERNMENT CROSS DEBTS WITH PARASTATALS	GESTION INFORMATIQUE DEV.	52 257
C19380	P.E. INST. DEV.	SRUDY OF RECONVERSION OF REDUNDANT STAFF IN PUBLIC ENTERPRISES	CEGIC EEC	128 631
C19380	P.E. INST. DEV.	TECHNICAL ASSISTANCE	CEGIC EEC	128 631
C19980	POWER II	TECHNICAL ASSISTANCE	GESTION INFORMATIQUE DEV.	30 234
C21630	AG SECAL	SENSITIZATION CAMPAIGN FOR WATER SUPPLY COMPONENT	TECSULT SEROHS	115 164
C23900	MINING CAPACITY	SYNTHESIS OF GEOLOGY SECTOR	KILBORN - TECSULT	3 002 885
C24320	PRIVATE SECTOR ASSISTANCE	TECHNICAL ASSISTANCE FOR TRAINING OF RADIO KLEDU STAFF	ADCON - ELECTRONIQUE	10 671
				\$3 468 472

MAURITANIE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C21670	P.E. SECTOR INST. DEV.	TECHNICAL ASSISTANCE	MET-CHEM CANADA INC.	113 023
				\$113 023

MOZAMBIQUE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C23740	FIRST ROAD & COASTAL	PROVIDE CONSULTANCY SERVICES TO DNEP	N.D. LEA INTERNATIONAL LTD.	1 830 375
				\$1 830 375

NÉPAL

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C23470	POWER EFFICIENCY IMPROVEMENT	MEDIUM HYDROPOWER PROJECTS STUDY	CIWEC	6 272 945
				\$6 272 945

NICARAGUA

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C25360	TECH & LAND MGMT	AERIAL PHOTOGRAPHY	GEOGRAPHIC AIR SURVEY LTD.	382 659
				\$382 659

NIGÉRIA

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L29850	LAGOS WATER SUPPLY	SUPERVISION OF REHAB. OF IJU & ISASHI WATERWORKS	SNC LAVALIN	2 282 872
				\$2 282 872

OUGANDA

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C23150	ENTERPRISE DEV.	FINANCIAL ADVISOR	GOSSEN & ASSOCIATES MANGAGEMENT CONSULTANTS LTD.	65 000
C25870	TRANSPORT REHAB.	UPGRADING THE OSCAR COSTING SYSTEM	HICKLING	160 335
				\$225 335

PÉROU

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L36100	ENERGY/MINING TA	STUDIES OF THE ELECTRICAL REFERENCE PLAN	MONENCO AGRA	224 915
				\$224 915

PHILIPPINES

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L34300	HIGHWAY MGMT	MANDAWE - CONSOLATION SECTION RESTORATION	CARMACKS CONSTRUCTION	4 490 676
L37020	LEVTE CEBU GEOTHERMAL	DIRECTIONAL DRILLING	T.A. GLOBAL SERVICE INC.	476 900
L37450	SUBIC BAY FREEPORT	ASSESSMENT OF THE POTENTIAL OF THE PAMATAWAN RIVER BASIN	WARDROP ENGINEERING INC.	170 000
				\$5 137 576

RÉGION AFRIQUE DE L'OUEST

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
CP7790	REGIONAL POWER	ASST. IN PREPARATION OF BID EVALUATION	COYNE & BELLIER/FICHTNER/TECSULT	329 879
CP7791	REGIONAL POWER	ASST. IN PREPARATION OF BID EVALUATION	COYNE & BELLIER/FICHTNER/TECSULT	333 142
				\$663 022

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L33500	H' WAY MAINTENACE V	HEAVY WEIGHT DEFLECTOMETER	JEGEL LTD.	247 510
				\$247 510

ROUMANIE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L37230	PETROLEUM SECTOR REHABILITATION	HYDRAULIC PACKERS	DYNAMIC OIL TOOLS INC.	248 864
L38490	EMPLOY. & SOC. PROTECTION	TECHNICAL ASSISTANCE	P.A. MANAGEMENT INTERNATIONAL	852 002
				\$1 100 866

RUSSIE, FÉDÉRATION DE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L35320	EMPLOYMENT SERV.	CONSULTING SER. - ECON. DEVASTATED AREAS	WHYTE REYNOLDS INT.	18 000
L36230	OIL REHABILITATION	BLOW OUT PREVENTORS	DRECO ENERGY SERVICES LTD.	2 688 369
L36230	OIL REHABILITATION	COILED TUBING UNIT	DRECO ENERGY SERVICES LTD.	4 890 776
L36231	OIL REHABILITATION	50 SETS OF CASING DOWNHOLE EQUIPMENT	TOP-CO INDUSTRIES	87 632
L36232	OIL REHABILITATION	CEMENTING EQUIPMENT	TOP-CO INDUSTRIES	436 066
L37560	LAND REFORM IMPL.	TRAINING IN LAND REGISTRATIO	DMR GROUP INC.	334 595
L37681	OIL REHABILITAION II	DOWNHOLE MOTORS	DRECO ENERGY SERVICES LTD.	399 283
L38240	MANAGEMENT AND FINANCIAL	BANKING TRAINING PROGRAM ADVISOR	WILLIAM T. RIGGINS	140 000
				\$8 994 711

RWANDA

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C17830	WATER SUPPLY II	ASSESSMENT AND PLANNING FOR RESUMPTION OF WORKS - LOT 3	TERRE SANS FRONTIERES (NGO)	95 000
C21360	TRANSPORT SECTOR	TECHNICAL ASSISTANCE - ROAD SAFETY PROGRAM	BEROCAN INT. INC.	181 600
				\$276 600

SÉNÉGAL

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
CP7452	HIGER EDUCATION I	ARCHITECTURAL AND TECHNICAL STUDIES AND LIBRARY COST MANAGEMENT	TETREULT, BLOUIN AND ASSOCIES	87 241
C18840	MUN.ICIPAL HOUSING DEVELOPMENT	TRAININGFOR CADASTRE AGENTS	GMAT/CONSORTECH	124 786
C19100	TA DEV. MGMT	TA AND MGMT OF SDA TRAINING PROGRAM	CRC SOGEMA AND CRC INT.	669 467
C22660	TRANSPORT SECTOR	TA TO DIRECTORATE OF PUBLIC WORKS	LAVALIN/BCEOM	8 334 862
C22660	TRANSPORT SECTOR	TA TO DIRCECTION OF TRANSPORT	LAVALIN/TRANSROUTE	2 114 192
				\$11 330 549

TANZANIE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C22670	RAILWAYS RESTRUCTURING	OSCAR MODEL TRAINING & PSO CLAIM ASSIGNMENT	HICKLING CORPORATION	151 699
				\$151 699

TCHAD

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
CP9310	CHAD/CAMEROON PIPELINE	LEGAL ASSISTANCE	STIKEMAN ELLIOT	400 000
C25010	BASIC EDUCATION	TECHNICAL ASSISTANCE	UNIVERSITE DE QUEBEC - MONTREAL	359 287
C26140	PUBLIC WORKS AND CAP	STUDY OF GEN. DRAINAGE SCHEM.	TECSULT	142 038
				\$913 325

TOGO

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C26200	LOME URBAN DEV.	TECH. STUDY FOR ANTI-EROSION WORKS	GROUPEMENT TECSULT/AUDEP	85 841
C26200	LOME URBAN DEV.	TECH. STUDY FOR DREDGING OF LAKE	GROUPEMENT TECSULT/AUDEP	104 212
				\$190 053

TUNISIE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L30640	FIFTH URBAN	TRAINING IN CANADA ON	UNIVERSITE DE MONTREAL	5 064
L30640	FIFTH URBAN	AMENDMENT OF EXECUTION OF LOT 12	STE. DESJARDINS	103 323
L33080	HOSPITAL MGMT & FIN	TRAINING FOR PERSONNEL OF THE EPS	UNIVERSITE DE MONTREAL	619 982
L34560	HIGHER EDUCATION	PEDAGOGICAL AND TRAINING WORKSHOPS FOR STUDENTS	CIDE CANADA	305 982
L36010	SECOND FORESTRY DEV.	NURSERIES DEVELOPMENT	PAMPEV INTERNATIONAL	1 393 510
				\$2 427 861

VALEUR TOTALE DES MARCHÉS ADJUGÉS AU CANADA	\$99 824 006
---	--------------

Source: Service d'établissement des politiques sur les opérations (Valeur des marchés
 Groupe de la politique et de la coordination des achats exprimée en dollars US)
 Banque mondiale

Annexes sur la Banque mondiale: Appendice 8

Appels d'offres portant sur du matériel ou sur des fournitures et des travaux pour lesquels des entreprises canadiennes ont obtenu le marché ou présenté une offre (Exercice 1996)

ALGÉRIE

VALEUR DES MARCHÉS OBTENUS	RANG				FOURNISSEUR	OBJET DU MARCHÉ	VALEUR DES MARCHÉS NON OBTENUS
0.0	---	2ND	---	---	LANDMARK	LOGICIELS D'APPLICATION	268,4
0.0	---	---	3RD	---	DIGITAL	REMOTE SENSING EQUIPMENT (LOT2)	132,8
0.0	---	---	---	4TH	DIGITAL	REMOTE SENSING EQUIPMENT (LOT1)	82,8
0.0	---	---	3RD	---	LAVOISIER	LOT 2: ENGLISH MAGAZINES	197,4
181.4	1ST	---	---	---	SIDUS SYSTEMS	COMPUTERS	0,0
181.4							681,4

BANGLADESH

VALEUR DES MARCHÉS OBTENUS	RANG				FOURNISSEUR	OBJET DU MARCHÉ	VALEUR DES MARCHÉS NON OBTENUS
0.0	---	---	---	4TH	TUMAC LUMBER CO.	30' CLASS-6 WOODEN POLES	864,0
0.0	---	---	---	4TH	DANTZLER LUMBER & EXPORT CO.	35' CLASS-6 WOODEN POLES	997,4
0.0	---	2ND	---	4TH	LANGDALE INT. TRADING CORP.	35' CLASS-5 WOODEN POLES	1 022,0
0.0	---	---	---	4TH	KOPPERS TIMEBER PRESERVATION PARTY LTD.	30' CLASS-5 WOODEN POLES	1 020,0
892.9	1ST	---	---	---	LPB POLES INC.	25' CLASS-7 WOODEN POLES	0,0
892.9							3 903,4

BURKINA FASO

VALEUR DES MARCHÉS OBTENUS	RANG				FOURNISSEUR	OBJET DU MARCHÉ	VALEUR DES MARCHÉS NON OBTENUS
	1ST	---	---	---			
708.8	1ST	---	---	---	TRANSCONTINENTAL	REPRINTING OF SCHOOL TEXTBOOKS	0,0
0.0	---	---	---	4TH	EUROPRESS (PORTUGAL)	EDITING AND REPRINTING OF 3 SETS OF BOOKS	355,5
708.8							355,5

CAP-VERT

VALEUR DES MARCHÉS OBTENUS	RANG				FOURNISSEUR	OBJET DU MARCHÉ	VALEUR DES MARCHÉS NON OBTENUS
	---	---	---	4TH			
0.0	---	---	---	4TH	EUROPRESS	REPRINTING OF SCHOOL BOOKS	197,0
0.0							197,0

CENTRAFRICAINE, RÉPUBLIQUE

VALEUR DES MARCHÉS OBTENUS	RANG				FOURNISSEUR	OBJET DU MARCHÉ	VALEUR DES MARCHÉS NON OBTENUS
	1ST	2ND	---	---			
98.4	1ST	2ND	---	---	SCAR RENAULT	SUPPLY OF 100 MOPEDS	0,0
522.6	1ST	2ND	3RD	4TH	CFAO CENTRAFRIQUE	SUPPLY OF 13 P.U. VEN., AND 83 MOTORCYCLES	0,0
136.1	1ST	2ND	3RD	---	GACOA - SIV	SUPPLY OF 4 4WD STATION WAGONS	0,0
757.1							0,0

CHINE

VALEUR DES MARCHÉS OBTENUS	RANG				FOURNISSEUR	OBJET DU MARCHÉ	VALEUR DES MARCHÉS NON OBTENUS
	1ST	---	---	---			
45.0	1ST	---	---	---	SYSTEQ INSTRUMENTS INC	HAND OPERATED LINE MARKERS	0,0
679.0	1ST	---	---	---	ROADWARE CORP/ MILLIONS GROUP	ROAD DATABANK AND PAVEMENT EVALUATION SYSTEM	0,0
761.0	1ST	---	---	---	ROADWARE CORP/ MILLIONS GROUP	ROAD DATABANK AND PAVEMENT EVALUATION SYSTEM	0,0
353.0	1ST	---	---	---	SYSTEQ INSTRUMENTS INC	STRIPPING SYSTEM/WALKING LINE MARKER/ERASER	0,0
165.4	1ST	---	---	---	SYSTEQ INSTRUMENTS INC	TESTING EQUIPMENT	0,0
0.0	---	---	3RD	---	NEW TOPMEN (CHINA)	BRIDGE INSPECTION UNIT X 1 SET	205,1
556.2	1ST	---	---	---	SYSTEQ INSTRUMENTS INC	PAVEMENT MARKINGS/TOOL MAINTENANCE VEHICLE	0,0
0.0	---	2ND	---	---	DYNATEST ENGINEERING	ROAD ROUGHNESS TESTING VEHICLE	65,5
0.0	---	---	3RD	---	CHINA YANXING CORP.	MOBILE TYPE SIGN BOARD	106,7
260.2	1ST	---	---	---	SYSTEQ INSTRUMENTS INC	MOBILE SIGN VEHICLE	0,0
12.4	1ST	---	---	---	SYSTEQ INSTRUMENTS INC	SMALL MOWER	0,0
0.0	---	---	3RD	---	NEW TOPMENCHINA	ROAD MARKER	115,3
1,432.0	1ST	---	3RD	---	DB ROBINSON DESIGN & MANUF.	PVT UNIT, GRAIN SIZE ANALYZER, ETC.	0,0
2,645.6	1ST	---	---	---	SOCOMAR INT./ GLENAYRE COM	IFB 1: TELEMETRIC SYSTEM AND COMPUTER NETWORK	0,0
2,190.7	1ST	---	---	---	R.P.M. TECH INC.	ROTATING SNOW REMOVER	0,0
9,546.5							2 147,8

CÔTE D'IVOIRE

VALEUR DES MARCHÉS OBTENUS	RANG				FOURNISSEUR	OBJET DU MARCHÉ	VALEUR DES MARCHÉS NON OBTENUS
	1ST	---	---	---			
942.7	1ST	---	---	---	HAUTS MONTS INC.	AERIAL PHOTOGRAPHY FOR FOREST MANAGEMENT	0,0
942.7							0,0

GHANA

VALEUR DES MARCHÉS OBTENUS	RANG				FOURNISSEUR	OBJET DU MARCHÉ	VALEUR DES MARCHÉS NON OBTENUS
	1ST	2ND	3RD	4TH			
0.0	---	---	3RD	---	GEOMECHANIK BOHRG.	BOREHOLES CONSTRUCTION SERVICES	864,0
0.0	---	---	3RD	---	GEOMECHANIK BOHRG.	BOREHOLES CONSTRUCTION SERVICES	1 056,3
0.0	---	---	3RD	---	GEOMECHANIK BOHRG.	BOREHOLES CONSTRUCTION SERVICES	824,1
50.3	1ST	---	---	---	KALMONI ESTABLISHMENTS	MOTORCYCLE PARTS	0,0
0.0	---	2ND	---	---	CLYDESTONE LTD.	SUPPLY AND INSTALLATION OF COMPUTER SOFTWARE	81,6
50.3							2 826,0

GUINÉE

VALEUR DES MARCHÉS OBTENUS	RANG				FOURNISSEUR	OBJET DU MARCHÉ	VALEUR DES MARCHÉS NON OBTENUS
	1ST	2ND	3RD	4TH			
150.0	1ST	---	---	---	CECI	CONSTRUCTION OF SCHOOLS	0,0
150.0							0,0

GUYANA

VALEUR DES MARCHÉS OBTENUS	RANG				FOURNISSEUR	OBJET DU MARCHÉ	VALEUR DES MARCHÉS NON OBTENUS
	1ST	2ND	3RD	4TH			
116.1	1ST	---	---	---	MATHEWS CONVEYER	ONE CRES-FLIGHT DISTRIBUTION LOOP	0,0
17.8	1ST	2ND	---	---	AERONAV INT. INC.	TWO MULTIPLEXERS	0,0
26.0	1ST	2ND	---	---	AERONAV INT. INC.	ATC RECORDING SYSTEM	0,0
64.9	1ST	2ND	---	---	AERONAV INT. INC.	PUBLIC ADDRESS SYSTEM	0,0
64.0	1ST	---	---	---	AERONAV INT. INC.	ONE VOICE AMPLIFICATION SYSTEM	0,0
0.0	---	2ND	---	---	EG&G ASTROPHYSICS RESEARCH	AIRPORT BAGGAGE X-RAY MACHINE	56,1
288.8							56,1

HAITI

VALEUR DES MARCHÉS OBTENUS	RANG				FOURNISSEUR	OBJET DU MARCHÉ	VALEUR DES MARCHÉS NON OBTENUS
	1ST	---	---	---			
2,274.3	1ST	---	---	---	CONSORTIUM HQI - VIBEC	MAINTENANCE FOR THE 21 MW POWER PLANT UNDER CONST.	0,0
1,600.0	1ST	---	---	---	HYDRO QUEBEC - VIBEC	SUPPLY/INSTALLATION OF HEAVY FUEL TREATMENT SYSTEM	0,0
975.0	1ST	---	---	---	HYDRO QUEBEC - VIBEC	SUPPLY/INSTALLATION OF TRANSFORMERS	0,0
10,872.0	1ST	---	---	---	HYDRO QUEBEC - VIBEC	SUPPLY/INSTALLATION OF A 15 MW DIESEL POWER STATION	0,0
15,721.3							0,0

INDE

VALEUR DES MARCHÉS OBTENUS	RANG				FOURNISSEUR	OBJET DU MARCHÉ	VALEUR DES MARCHÉS NON OBTENUS
	---	---	3RD	---			
0.0	---	---	3RD	---	GOLDSTAR CABLE CO.	OPTICAL FIBRE GROUNDWIRE - 312 KM TRANSMISSION LINE	3 650,3
0.0							3 650,3

IRAN, RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'

VALEUR DES MARCHÉS OBTENUS	RANG				FOURNISSEUR	OBJET DU MARCHÉ	VALEUR DES MARCHÉS NON OBTENUS
	---	2ND	---	---			
0.0	---	2ND	---	---	ATLAS COPCO	FIVE CRAWLER DRILL AND 10% SPARE PARTS	1 610,8
673.1	1ST	2ND	---	---	CTC, CANADA	ROCK PHYSICS LABORATORY	0,0
0.0	---	2ND	---	---	IRIS	MAGNETIC OBSERVATORY SYSTEM	197,2
1,175.5	1ST	---	---	---	ARKBRO	5 UNITS RAIL CLIMBER	0,0
21.1	1ST	---	---	---	SCINTREX	PORTABLE PROTON MAGNETOMETER	0,0
1,999.0	1ST	---	---	---	NANOMETRICS	ACQUISITION OF SEISMIC NETWORK	0,0
3,920.2	1ST	---	---	---	LOVAT TUNNEL EQUIPMENT INC.	TUNNEL BORING MACHINE	0,0
7,788.9							1 808,0

MAURITANIE

VALEUR DES MARCHÉS OBTENUS	RANG				FOURNISSEUR	OBJET DU MARCHÉ	VALEUR DES MARCHÉS NON OBTENUS
	---	---	---	4TH			
0.0	---	---	---	4TH	ACIA	EQUIPMENT FOR AUTOMECHANICS CARPENTRY	194,0
0.0							194,0

NÉPAL

VALEUR DES MARCHÉS OBTENUS	RANG				FOURNISSEUR	OBJET DU MARCHÉ	VALEUR DES MARCHÉS NON OBTENUS
	1ST	2ND	3RD	4TH			
0.0	---	2ND	3RD	---	ALCATEL SEL	ANTENNA, COAXIAL CABLE & ACCESSORIES	212,9
0.0							212,9

NICARAGUA

VALEUR DES MARCHÉS OBTENUS	RANG				FOURNISSEUR	OBJET DU MARCHÉ	VALEUR DES MARCHÉS NON OBTENUS
	1ST	2ND	3RD	4TH			
382.7	1ST	2ND	---	---	GEOGRAPHIC AIR SURVEY LTD.	AERIAL PHOTOGRAPHY	0,0
382.7							0,0

PAKISTAN

VALEUR DES MARCHÉS OBTENUS	RANG				FOURNISSEUR	OBJET DU MARCHÉ	VALEUR DES MARCHÉS NON OBTENUS
	1ST	2ND	3RD	4TH			
0.0	---	2ND	---	---	RAMZAN AND SONS	CONSTRUCTION TO UNIVERSITY RESERVOIR PIPELINE	9 131,9
0.0							9 131,9

PÉROU

VALEUR DES MARCHÉS OBTENUS	RANG				FOURNISSEUR	OBJET DU MARCHÉ	VALEUR DES MARCHÉS NON OBTENUS
	1ST	2ND	3RD	4TH			
3.5	1ST	---	---	---	CANADA ALLIED DIESEL	PROVISION OF PARTS FOR LOCOMOTIVE	0,0
0.0	---	2ND	---	---	LB FOSTER COMPANY	PROVISION OF RAILWAY MATERIALS	116,0
3.5							116,0

PHILIPPINES

VALEUR DES MARCHÉS OBTENUS	RANG				FOURNISSEUR	OBJET DU MARCHÉ	VALEUR DES MARCHÉS NON OBTENUS
	1ST	2ND	3RD	4TH			
0.0	---	2ND	---	---	CHINA ROAD & BRIDGE CORP.	KABANKALAN - SIPALAY - BASAY RD. RESTORATION	13 275,7
0.0	---	2ND	---	---	CHINA ROAD & BRIDGE CORP.	KABANKALAN - SIPALAY - BASAY RD. RESTORATION	13 275,7
4,490.7	1ST	---	---	---	CARMACKS CONSTRUCTION	MANDAWE - CONSOLACION SECTION RESTORATION	0,0
476.9	1ST	---	---	---	T. A. GLOBAL SERVICES INC.	DIRECTIONAL DRILLING	0,0
4,967.6							26 551,4

REPUBLIQUE DOMINICAINE

VALEUR DES MARCHÉS OBTENUS	RANG				FOURNISSEUR	OBJET DU MARCHÉ	VALEUR DES MARCHÉS NON OBTENUS
	1ST	---	---	---			
247.5	1ST	---	---	---	JEGEL LTD.	HEAVY WEIGHT DEFLECTOMETER	0,0
247.5							0,0

ROUMANIE

VALEUR DES MARCHÉS OBTENUS	RANG				FOURNISSEUR	OBJET DU MARCHÉ	VALEUR DES MARCHÉS NON OBTENUS
	1ST	---	---	---			
248.9	1ST	---	---	---	DYNAMIC OIL TOOLS INC.	HYDRAULIC PACKERS	0,0
248.9							0,0

RUSSIE, FÉDÉRATION DE

VALEUR DES MARCHÉS OBTENUS	RANG				FOURNISSEUR	OBJET DU MARCHÉ	VALEUR DES MARCHÉS NON OBTENUS
	1ST	---	---	---			
4,890.8	1ST	---	---	---	DRECO ENERGY SERVICES LTD.	COILED TUBING UNIT	0,0
2,688.4	1ST	---	---	---	DRECO ENERGY SERVICES LTD.	BLOW OUT PREVENTORS	0,0
87.6	1ST	---	---	---	TOP-CO INDUSTRIES	50 SETS OF CASING DOWNHOLE EQUIPMENT	0,0
0.0	---	---	3RD	---	ITOCHU LTD.	MOBILE TEST SEPARATORS	1 758,1
0.0	---	2ND	---	---	PERM BRANCH OF VNIIBT	TURBODRILLS	213,0
0.0	---	---	3RD	---	STEWART & STEVENSON	COILED TUBING UNITS	2 856,1
436.1	1ST	---	---	---	TOP-CO INDUSTRIES	CEMENTING EQUIPMENT	0,0
0.0	---	2ND	3RD	---	BJ SERVICES	CHEMICAL REAGENTS	267,8
399.3	1ST	2ND	---	---	DRECO ENERGY SERVICES LTD.	DOWNHOLE MOTORS	0,0
0.0	---	---	3RD	---	IRI INTERNATIONAL CORP.	270 TON STATIONARY DRILLING RIGS	24 930,7
8,502.2							30 025,7

TANZANIE

VALEUR DES MARCHÉS OBTENUS	RANG				FOURNISSEUR	OBJET DU MARCHÉ	VALEUR DES MARCHÉS NON OBTENUS
	---	2ND	---	---			
0.0	---	2ND	---	---	SCHLUMBERGER	WELL WORKOVER AND TESTING PROGRAM	14 960,0
0.0							14 960,0

YÉMEN

VALEUR DES MARCHÉS OBTENUS	RANG				FOURNISSEUR	OBJET DU MARCHÉ	VALEUR DES MARCHÉS NON OBTENUS
	1 ^{ER}	2 ^{ES}	3 ^{ES}	4 ^{ES}			
0.0	---	---	3RD	---	SHIV DIAL	PHYSICS LAB EQUIPMENT FOR 150 SCHOOLS	285,3
0.0							285,3

VALEUR TOTALES DES MARCHÉ OBTENUS PAR LE CANADA POUR DU MATÉRIEL OU DES FOURNITURES ET DES TRAVAUX 50 438,4

VALLEUR TOTALE DES MARHCÉS NON OBTENUS PAR LE CANADA POUR DU MATÉRIEL OU DES FOURNITURES ET TRAVAUX 97 102,7

Source: Service d'établissement des politiques sur les opérations
Groupe de la politique et de la coordination des achats
Banque mondiale

(Valeur des marchés
exprimée en dollars US)

ANNÉE	VALEUR DES MARCHÉS OBTENUS	VALEUR DES MARCHÉS NON OBTENUS
1997	0.0	0.0
1998	0.0	0.0
1999	0.0	0.0
2000	0.0	0.0
2001	0.0	0.0
2002	0.0	0.0
2003	0.0	0.0
2004	0.0	0.0
2005	0.0	0.0
2006	0.0	0.0
2007	0.0	0.0
2008	0.0	0.0
2009	0.0	0.0
2010	0.0	0.0
2011	0.0	0.0
2012	0.0	0.0
2013	0.0	0.0
2014	0.0	0.0
2015	0.0	0.0
2016	0.0	0.0
2017	0.0	0.0
2018	0.0	0.0
2019	0.0	0.0
2020	0.0	0.0
2021	0.0	0.0
2022	0.0	0.0
2023	0.0	0.0
2024	0.0	0.0
2025	0.0	0.0
2026	0.0	0.0
2027	0.0	0.0
2028	0.0	0.0
2029	0.0	0.0
2030	0.0	0.0
TOTAL	50 438,4	97 102,7

Rapport annuel sur les
résultats obtenus par le
Canada dans la passation de
marchés avec la Banque
mondiale et la Banque int

Préparer par le Bureau de liaison avec les
institutions financières internationales (BLIFI)

Ambassade du Canada

501 Pennsylvania Avenue, N.W.

Washington, D.C. 20001

Telephone (202) 682 - 7788

Facsimile (202) 682 - 7789